

Société Générale SFH

Société Anonyme au capital de 375.000.000 euros

Siège social : 17 cours Valmy - 92800 PUTEAUX

445 345 507 RCS NANTERRE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2023

SOCIETE GENERALE SFH

PREAMBULE

Le présent rapport financier semestriel est établi conformément aux dispositions des articles L.451-1-2 du Code monétaire et financier et 222-4 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Ce document est déposé auprès de l'AMF selon les modalités prévues par le Règlement Général.

Il est mis à disposition sur le site : <https://investors.societegenerale.com/fr/informations-financieres-et-extra-financiere/investisseurs-dette>

Version Anglaise : <https://investors.societegenerale.com/en/financial-and-non-financial-information/debt-investors>

TABLE DES MATIERES

1. PRÉSENTATION DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SFH.....	4
1.1. Historique et présentation de Société Générale SFH	4
1.2. Fonctionnement de Société Générale SFH	5
1.3. Dispositions réglementaires applicables	5
2. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	7
2.1. Situation et activité de la société au cours du premier semestre 2023	7
2.1.1 Evolution des actifs au cours du premier semestre 2023.....	7
2.1.2 Evolution des dettes bénéficiant du privilège	9
2.1.3 Le compte de résultat.....	10
2.2. Événements importants survenus depuis l'arrêté comptable au 30 juin 2023	10
2.3. Evolution prévisible et perspectives d'avenir	11
2.4. Description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée	11
2.4.1 Risque de liquidité.....	11
2.4.2 Risques liés aux contextes macro-économique, géopolitique, de marché et réglementaire	16
2.4.3 Risques de crédit et de contrepartie.....	19
2.4.4 Risques opérationnels.....	23
2.4.5 Risques structurels de taux d'intérêts et de change	24
2.5. Gouvernement d'entreprise	26
2.5.1 Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 17 mai 2023.....	26
2.5.2 Conseil d'administration.....	26
2.6. Répartition du capital social.....	27
3. COMPTES SEMESTRIELS ARRETES AU 30 JUIN 2023	28
4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	67
5. LISTE DES OBLIGATIONS DE FINANCEMENT DE L'HABITAT EN VIE AU 30 JUIN 2023	69
6. GLOSSAIRE DES PRINCIPAUX TERMES TECHNIQUES UTILISES	70
7. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	72

1. PRÉSENTATION DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SFH

1.1. Historique et présentation de Société Générale SFH

La Société a été créée le 23 janvier 2003 sous forme de Société Anonyme à conseil d'administration.

Le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement a, lors de sa séance du 23 juin 2009, agréé la Société en qualité de société financière.

La Société dont l'ancienne dénomination sociale était VIRIX, est ensuite devenue Société Générale FHF par décision de l'Assemblée Générale Mixte du 10 décembre 2010.

La loi n° 2010-1249 du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière a créé le statut de Société de Financement de l'Habitat dont le régime est désormais prescrit par le Code monétaire et financier, et les établissements de crédit agréés en qualité de société financière par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution ont pu opter pour ce statut.

L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution a autorisé la Société à opter pour ce statut de Société de Financement de l'Habitat le 28 mars 2011. En conséquence, la Société, par décision de l'Assemblée Générale Mixte du 18 avril 2011, a changé de dénomination sociale pour devenir Société Générale SFH. Société Générale SFH (ci-après dénommée « Société Générale SFH » ou la « Société ») possède un agrément en qualité d'établissement de crédit spécialisé - société de financement de l'habitat.

Le Conseil d'Administration du 18 avril 2011 a approuvé la création et le dépôt auprès de l'AMF, pour l'obtention d'un visa, d'un Prospectus de base pour l'émission d'Obligations de Financement de l'Habitat (« OFH ») grâce à un Programme « Euro Medium Term Note ».

Société Générale SFH est détenue à 99,99 % par SOCIETE GENERALE et à 0,01% par SOGEPARTS, elle-même filiale à 100% de SOCIETE GENERALE.

Société Générale SFH a principalement une activité de crédit. Elle ne reçoit pas de dépôts du public et n'effectue aucune mise à disposition ou gestion de moyens de paiement.

Par ailleurs, afin de se mettre en conformité avec l'ordonnance du 27 juin 2013 qui impose aux établissements de crédit de recevoir des fonds remboursables du public, Société Générale SFH a réalisé en novembre 2015 une émission d'Obligations de Financement de l'Habitat au format « *retail* » dont les caractéristiques lui permettent d'être assimilée à des fonds remboursables du public.

Conformément à ses statuts, elle a pour objet exclusif de consentir ou de financer des prêts à l'habitat et de détenir des titres et valeurs tels que définis aux articles L. 513-28 à L. 513-33 du Code Monétaire et Financier (les « Actifs Éligibles »).

Elle a pour activité le refinancement des portefeuilles de prêts immobiliers octroyés par les réseaux du groupe SOCIETE GENERALE au moyen de l'émission d'Obligations de Financement de l'Habitat disposant du meilleur échelon de crédit et admises aux négociations sur tout marché réglementé d'un état membre de l'Union Européenne.

Ainsi, Société Générale SFH consent à SOCIETE GENERALE des prêts garantis par la remise de créances de prêts personnels immobiliers consentis par les réseaux du groupe SOCIETE GENERALE.

Ces prêts sont refinancés par l'émission d'Obligations de Financement de l'Habitat qui à ce jour sont notées Aaa par Moody's et AAA par Fitch Ratings.

Son activité s'inscrit donc dans le cadre de la stratégie de refinancement du groupe SOCIETE GENERALE en contribuant à la diversification des sources de refinancement du groupe via l'émission d'obligations sécurisées ainsi qu'à la diminution du coût global de refinancement du groupe grâce au refinancement des actifs éligibles à un coût compétitif.

1.2. Fonctionnement de Société Générale SFH

La Société est une société anonyme à conseil d'administration dont la gouvernance est décrite dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Conformément à l'article L.513-15 du Code monétaire et financier, Société Générale SFH ne dispose pas de personnel. La gestion ou le recouvrement des prêts, expositions, créances assimilées, titres et valeurs, des obligations ou des autres ressources prévues à l'article L.513-2 du même code ne pouvant être assurés que par un établissement de crédit ou une société de financement liée à la société de financement de l'habitat par contrat, l'ensemble de sa gestion est donc contractuellement délégué à SOCIETE GENERALE pour les traitements administratifs ainsi que pour les dispositifs de contrôle interne.

Dans ce contexte, la Société a conclu plusieurs conventions avec SOCIETE GENERALE couvrant les prestations suivantes :

- Gestion et recouvrement ;
- Gestion juridique, fiscale et administrative ;
- Prestations comptables ;
- Externalisation du contrôle permanent et du contrôle de la conformité.

1.3. Dispositions réglementaires applicables

Société Générale SFH est un établissement de crédit spécialisé au sens de l'article L.513-1 du Code monétaire et financier qui, en cette qualité, ne peut effectuer que les opérations de banque résultant des dispositions législatives et réglementaires qui lui sont propres ou de la décision d'agrément qui la concerne.

Conformément à son agrément en tant que société de financement de l'habitat, Société Générale SFH « *a pour objet exclusif de consentir ou de financer des prêts à l'habitat et de détenir des titres et valeurs dans les conditions définies par décret en Conseil d'Etat* » dans les conditions définies aux articles L.513-28 et suivants du Code monétaire et financier.

En tant qu'établissement de crédit, Société Générale SFH est soumise à la supervision de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (« ACPR ») et au respect des dispositions du Règlement européen n°575/2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (« CRR », *Capital Requirement Regulation*).

Société Générale SFH est exemptée du respect sur base individuelle des ratios de capital, conformément aux dispositions de l'article 7 de CRR.

Son statut de société de financement de l'habitat implique notamment :

- Un objet social limité à l'acquisition d'actifs répondant à des critères d'éligibilité stricts fixés par la loi,
- L'application de dispositions législatives dérogatoires à la faillite, inhérentes à ce type de structure d'émission d'obligations sécurisées (covered bonds), parmi lesquelles figurent l'absence d'accélération du passif ainsi que l'existence d'un privilège légal au bénéfice des porteurs d'obligations de financement de l'habitat (« OFH ») en application de l'article L.513-11 du Code monétaire et financier.

2. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

2.1. Situation et activité de la société au cours du premier semestre 2023

Au 30 juin 2023, le bilan présente un total de 47 530,6 millions d'euros. Pour rappel au 31 décembre 2022, le total bilan était de 46 566,2 millions d'euros.

L'encours des OFH au 30 juin 2023 est de 46 646,4 millions d'euros dont 156,4 millions d'euros d'intérêts courus non échus. Au 31 décembre 2022, l'encours d'OFH était de 45 691,7 millions d'euros dont 201,7 millions d'euros d'intérêts courus non échus.

Les fonds propres au 30 juin 2023 s'élèvent à 764,3 millions d'euros.

Chiffres clés du bilan

En millions d'euros	30 juin 2023	31 décembre 2022
Total Actif	47 531	46 566
dont opérations avec la clientèle <i>(prêts accordés à société Générale et placements auprès de Société Générale)</i>	47 413	46 430
Total émissions OFH	46 490	45 490
Total fonds propres	764	730

2.1.1 Evolution des actifs au cours du premier semestre 2023

- **Evolution du cover pool (portefeuille d'actifs éligibles)**

Société Générale SFH (ci-après « Société Générale SFH » ou la « Société ») étant parfaitement adossée en montant et maturité, chaque nouvelle émission d'Obligation de Financement de l'Habitat (OFH) donne lieu parallèlement à la mise en place d'un nouveau tirage de prêt collatéralisé pour un montant et une durée équivalente.

Au 30 juin 2023, l'évolution des actifs représentés par des prêts collatéralisés, correspond parfaitement à l'évolution des Obligations de Financement de l'Habitat au passif de Société Générale SFH.

Ainsi, l'actif de Société Générale SFH en base sociale au 30 juin 2023 était essentiellement constitué de prêts sur SOCIETE GENERALE accordés par Société Générale SFH au titre de contrat de prêts collatéralisés, pour un montant équivalent aux séries d'OFH émises par la Société, soit 46 490 millions d'euros.

Quant aux actifs reçus à titre de garantie, ils sont composés d'un portefeuille de prêts personnels immobiliers (PPI), apporté en garantie par Société Générale, par BFCOI (Banque Française Commerciale Océan Indien) depuis octobre 2015 et par Boursorama Banque depuis juin 2017. Ce portefeuille de prêts personnels immobiliers apparaît au hors bilan de Société Générale SFH.

Dans tous les cas, ces portefeuilles de créances sont composés de prêts personnels immobiliers cautionnés à 100 % par Crédit Logement.

Le portefeuille de couverture, constitué de prêts personnels immobiliers apportés en garantie des OFH, représente au 30 juin 2023 un encours de 55 806,34 millions d'euros, dont 47 197 millions d'euros originés par SGRF (soit

84,57%), 8 526 millions d'euros originés par Boursorama Banque (soit 15,28%) et 84 millions d'euros originés par BFCOI (soit 0,15%).

La répartition géographique du portefeuille se décomposait comme suit à fin juin 2023, en cohérence avec l'implantation historique du réseau SOCIETE GENERALE :

Régions	% prêts personnels immobiliers
Ile-de-France (Paris inclus)	36,09%
Auvergne-Rhône-Alpes	11,27%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10,11%
Hauts de France	9,56%
Occitanie	7,35%
Nouvelle Aquitaine	7,12%
Normandie	4,51%
Grand Est	3,46%
Pays de la Loire	3,50%
Bretagne	2,57%
Centre	2,09%
Bourgogne-Franche-Comté	1,39%
Corse	0,63%
DOM - TOM	0,35%
TOTAL	100,00%

Le portefeuille d'actifs est rechargé mensuellement, de manière à satisfaire à tout moment les critères d'éligibilité ainsi que le surdimensionnement nécessaire au respect du ratio réglementaire d'une part, et du taux minimum de surdimensionnement requis par les agences de notation Fitch et Moody's d'autre part. Les créances devenues inéligibles sont exclues du portefeuille et remplacées par de nouvelles créances éligibles de manière à conserver un ratio stable entre le portefeuille d'actifs et le stock total d'OFH émises.

Ainsi, le portefeuille est composé exclusivement de créances saines, les créances présentant des impayés ou en défaut étant systématiquement exclues du portefeuille mensuellement.

En mai 2023, le taux de surdimensionnement de SG SFH est passé à 120%. Ce niveau assure le respect du ratio réglementaire de 105% ainsi que le taux de surdimensionnement requis par les agences de notations Fitch et Moody's qui sont respectivement de 114,5% et 106,5%.

À fin juin 2023, le taux de surdimensionnement de Société Générale SFH reste stable à hauteur de 120%.

- **Evolution des autres actifs**

Tel qu'il est précisé dans l'article L.513-7 du Code monétaire et Financier, d'autres actifs que ceux définis aux articles L.513-2 à L513-6 peuvent être détenus par les sociétés de crédit foncier et être financés par des ressources privilégiées.

Au 30 juin 2023, les actifs sûrs et liquides identifiés et en lien avec l'article sus-cité, représentent un total de 781,3 millions d'euros. Dans la mesure où la couverture des ressources privilégiées est déjà entièrement assurée par les actifs éligibles, ces actifs ne sont soumis à aucune limite réglementaire.

2.1.2 Evolution des dettes bénéficiant du privilège

- **Evolution des Obligations de Financement de l'Habitat**

Au cours du premier semestre 2023, Société Générale SFH a réalisé les opérations suivantes :

- Deux émissions syndiquées pour un montant global de 2 250 millions d'euros :
 - Série 119 du programme EMTN émise le 24 février 2023 pour un montant nominal de 750 millions d'euros, maturité 24 février 2026, servant un coupon de 3.125%, à la suite d'un remboursement anticipé total, à la même date et du même montant, de l'OFH « retained » série 79 ;
 - Série 120 du programme EMTN émise le 24 février 2023 pour un montant nominal de 1 500 millions d'euros, maturité 24 février 2032, servant un coupon de 3.125%, par remboursement anticipé partiel à la même date et du même montant de l'OFH « retained » série 107.
- Trois émissions « retained » souscrites par la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE pour un montant global de 2 750 millions d'euros :

Série 121 à 123 du programme EMTN : émissions « retained » du 11 mai 2023 pour un montant global de 2 750 millions d'euros. Ces émissions ont été accompagnées d'une intégration de collatéral supplémentaire provenant de SGFR et Boursorama à hauteur de 3 300 millions d'euros. Le détail de ces émissions est comme suit :

 - Série 121 : Émission pour un montant nominal de 1 000 millions d'euros, maturité 11 mai 2026 et servant un coupon de 3,31% ;
 - Série 122 : Émission pour un montant nominal de 750 millions d'euros, maturité 11 mai 2027 et servant un coupon de 3,33% ;
 - Série 123 : Émission pour un montant nominal de 1 000 millions d'euros, maturité 11 mai 2033 et servant un coupon de 3,5%.

À ce jour, les OFH émises par la Société sont notées AAA et Aaa respectivement par Fitch Ratings et Moody's.

Les émissions « retained » sont des émissions souscrites par SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

L'encours d'OFH au 30 juin 2023 est de 46 646,4 millions d'euros, comprenant 156,4 millions d'euros d'intérêts courus non échus.

- **Programme d'émissions**

Le Prospectus de Base du programme Euro Medium Term Notes pour l'émission d'Obligations de Financement de l'Habitat daté du 26 juillet 2022 a fait l'objet d'un second supplément le 13 avril 2023 afin d'incorporer les états financiers annuels au 31 décembre 2022.

La mise à jour annuelle du Prospectus de Base a été effectuée le 13 juillet 2023. Celui-ci a été mis en conformité avec les évolutions du cadre légal et réglementaire.

2.1.3 Le compte de résultat

Les principaux postes du compte de résultat sont les suivants :

- les intérêts et produits assimilés qui comprennent les intérêts liés aux tirages effectués au titre du prêt collatéralisé pour 284,9 millions d'euros, et les autres intérêts et produits assimilés qui représentent un produit de 3,56 millions d'euros provenant de la soulte sur les pattes fixes des swaps de couverture, étalée sur l'ensemble de la durée de vie des prêts collatéralisés ;
- les intérêts et charges assimilés qui incluent principalement les intérêts sur les OFH pour 234,1 millions d'euros.

Le produit net bancaire s'élève à 54,37 millions d'euros au 30 juin 2023.

Les frais généraux représentent des charges de structure de 8,37 millions d'euros.

Le résultat avant impôt est de 42,01 millions d'euros en progression de + 42 %, principalement lié au remplacement des fonds propres.

Le bénéfice net après impôt s'élève à 33,88 millions d'euros au 30 juin 2023, en augmentation de 42,3% par rapport à la même période de l'année 2022, en raison de la hausse du PNB.

2.2. Événements importants survenus depuis l'arrêté comptable au 30 juin 2023

Depuis la clôture de l'exercice, Société Générale SFH a procédé à 2 nouvelles émissions publiques et à 4 remboursements anticipés.

- Série 124 du programme EMTN émise le 31 juillet 2023 pour un montant nominal de 1 250 millions d'euros, maturité 31 juillet 2026, servant un coupon de 3,625%, par remboursement anticipé total à la même date et pour un même montant global des OFH « retained » série 40 et série 48 ;

- Série 125 du programme EMTN émise le 31 juillet 2023 pour un montant nominal de 1 250 millions d'euros, maturité 31 juillet 2030, servant un coupon de 3,375%, par remboursement anticipé partiel de l'OFH « retained » série 100 et par remboursement anticipé total de l'OFH « retained » série 121, à la même date et pour le même montant global.

2.3. Evolution prévisible et perspectives d'avenir

En termes de stratégie, Société Générale SFH envisage de poursuivre au cours du second semestre 2023 son programme d'émissions syndiquées dont le volume dépendra des besoins de refinancement du Groupe. Il pourra être envisagé de lancer des émissions d'une taille pouvant aller jusqu'à 1,5 milliard d'euros chacune et diversifier ses sources de refinancement et les maturités des obligations en proposant des émissions sous la forme de placements privés. La réalisation de ce programme d'émission reste conditionnée aux conditions de marché des émissions sécurisées.

Par ailleurs, Société Générale SFH poursuivra ses efforts d'identification de nouveaux gisements de collatéral auprès des apporteurs. L'intégration de ces gisements s'inscrira dans le cadre de nouveaux projets d'élargissement des sources de collatéral éligible qui permettrait l'augmentation de sa capacité d'émission via des émissions retained, offrant au Groupe une source de liquidité contingente et un collatéral éligible au refinancement en Banque Centrale tout en permettant l'optimisation de sa gestion ALM en adaptant la fréquence et la taille des émissions à celles du collatéral disponible.

Il convient de noter que ces évolutions et perspectives ne tiennent pas compte des impacts économiques futurs liés à la situation en Ukraine et en Russie, du fait de la difficulté à appréhender aujourd'hui les effets de cette crise.

2.4. Description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée

2.4.1 Risque de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme l'incapacité pour la Société à faire face aux échéances de ses obligations financières, en l'occurrence le paiement en intérêts et principal des Obligations de Financement de l'Habitat souscrites par les investisseurs, en raison des décalages temporaires entre le profil d'amortissement des passifs et des actifs.

En tant qu'établissement de crédit spécialisé, la Société est soumise à la production d'indicateurs permettant de mesurer, d'encadrer et de suivre ce risque. Des mécanismes de réduction de ce risque sont également mis en place afin de réduire ce type de risque pour les porteurs d'Obligations de financement de l'Habitat.

Ainsi, ce risque peut être mesuré par des indicateurs réglementaires en fonction de l'horizon de temps considéré, notamment :

- La couverture des besoins de trésorerie sur une période de 180 jours pour un horizon court terme ;
- Le plan de couverture annuel pour un horizon long terme et
- L'écart de durée de vie moyenne entre actifs (cover pool) et passifs.

Ainsi, sur des périodes courtes à moins de 6 mois, le risque intrinsèque peut être estimé à « élevé » avec une exposition maximale sur une période de 180 jours de 5 milliards d'euros correspondant au montant nominal cumulé des Obligations de Financement de l'Habitat arrivant à échéance sur cette même période.

A plus long terme, le risque intrinsèque est évalué à « faible » sur la base du Plan de Couverture Annuel qui ne présente pas d'impasses de couverture jusqu'à la dernière date de maturité des Obligations de Financement de l'Habitat.

Par ailleurs, l'écart de durée de vie moyenne entre le cover pool et les passifs est systématiquement inférieur à la limite réglementaire des 18 mois.

Deux approches doivent être ainsi considérées : l'approche en vision sociale, où les actifs sont représentés par les prêts collatéralisés accordés par Société Générale SFH à Société Générale et l'approche par transparence, en situation post défaut de Société Générale, où les actifs considérés sont les actifs remis en pleine propriété à titre de garantie.

- **En vision sociale**

La politique de couverture du risque de liquidité de la Société en vision sociale vise à assurer une adéquation entre les ressources et les besoins de liquidité.

Ainsi, les opérations courantes de Société Générale SFH sont parfaitement adossées en termes de montant et de maturité, ne générant donc pas de risque structurel de liquidité :

- Les émissions obligataires sont adossées à des tirages effectués au titre d'un prêt accordé à SOCIETE GENERALE ;
- Les ressources de Société Générale SFH sont structurellement supérieures aux emplois et les tombées en principal et intérêt des actifs sont supérieures aux tombées en principal et intérêt des passifs à la différence près des dettes fournisseurs ;
- La trésorerie de Société Générale SFH est strictement positive et évolue en fonction de l'évolution du résultat.

Société Générale SFH n'est donc pas exposée au risque de transformation, les tirages de prêt à l'actif répliquant les caractéristiques des OFH émises pour ce qui concerne la maturité.

Dispositif de mesure et surveillance du risque de liquidité :

Société Générale SFH applique les principes et les normes de gestion du risque de liquidité définis par le groupe SOCIETE GENERALE. Elle mesure ce risque à l'aide de « gaps » sur la base de situations « Actif-Passif » à production arrêtée pour reporter les « gaps » de liquidité au groupe SOCIETE GENERALE.

Un jeu de limites, qui a été fixé par le Comité Financier du Groupe, définit des seuils et limites sur le gap de liquidité statique par palier mensuel jusqu'à 12 mois, puis annuel jusqu'à 10 ans. Le seuil et la limite s'établissent selon le tableau suivant :

En millions d'euros	Seuil (min)	Limite (min)	Seuil (max)	Limite (max)
jusqu'à 3 mois	0	-10	1 500	1 875
3 mois à 12 mois	0	-10	800	1 000
1 à 5 ans	0	-10	40	50
5 à 10 ans	0	-10	40	50

Les gaps de liquidité sont calculés mensuellement et revus par le département du contrôle des risques ALM de SOCIETE GENERALE et sont par ailleurs présentés et revus lors des Comités de risques propres à Société Générale SFH.

Au 30 juin 2023, aucun seuil n'a été dépassé compte tenu de l'adossement en maturité de l'actif et du passif de Société Générale SFH.

Par ailleurs, Société Générale SFH en tant qu'établissement de crédit doit respecter le ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio) conformément aux dispositions de la Directive 2013/36/UE (CRDIV) et le règlement (UE) n°575/2013 (CRR) applicable aux Etablissements de Crédit.

Ce ratio LCR vise à favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité d'un établissement de crédit. Le LCR oblige les établissements de crédit à détenir un stock d'actifs sans risque, liquidable facilement sur les marchés, pour faire face aux paiements des flux sortants nets des flux entrants pendant trente jours de crise, sans soutien des banques centrales. Une exigence minimale de ce ratio est fixée réglementairement à 100%.

Il est à noter qu'en vertu des dispositions de l'article 425 paragraphe 1 du Règlement UE n°575/2013, Société Générale SFH a obtenu de l'ACPR en août 2014 une exemption du plafonnement des entrées de trésorerie à 75% dans le calcul de ce ratio.

Ce ratio est produit mensuellement et fait apparaître un excédent de liquidité en raison de l'adossement parfait en termes de montant et de maturité entre les passifs et les actifs ainsi que l'absence de plafonnement sur les entrées de trésorerie. Ainsi il n'est pas nécessaire pour Société Générale SFH de détenir de stocks d'actifs liquides pour maintenir son ratio LCR au-delà de 100%.

Il convient de noter également que les établissements de crédit doivent respecter l'exigence de NSFR incluse dans le texte CRR2 publié en mai 2019 et applicable depuis le 30 juin 2021. Le Net Stable Funding Ratio (NSFR), calculé trimestriellement, est un ratio de transformation et compare à un horizon d'un an les besoins de financement aux ressources stables, visant à encadrer les positions des établissements de crédit. Depuis le 30 juin 2021, Société Générale SFH respecte bien le ratio exigé de 100%.

- **En vision par transparence**

Le risque de liquidité est également apprécié par transparence, c'est-à-dire en prenant en considération le portefeuille de prêts personnels immobiliers apporté en pleine propriété à titre de garantie, et plus particulièrement à travers les états réglementaires mentionnés à l'article 10 du règlement CRBF n°99-10 du 9 juillet 1999 et décrits ci-dessous.

La couverture des besoins de trésorerie sur une période de 180 jours :

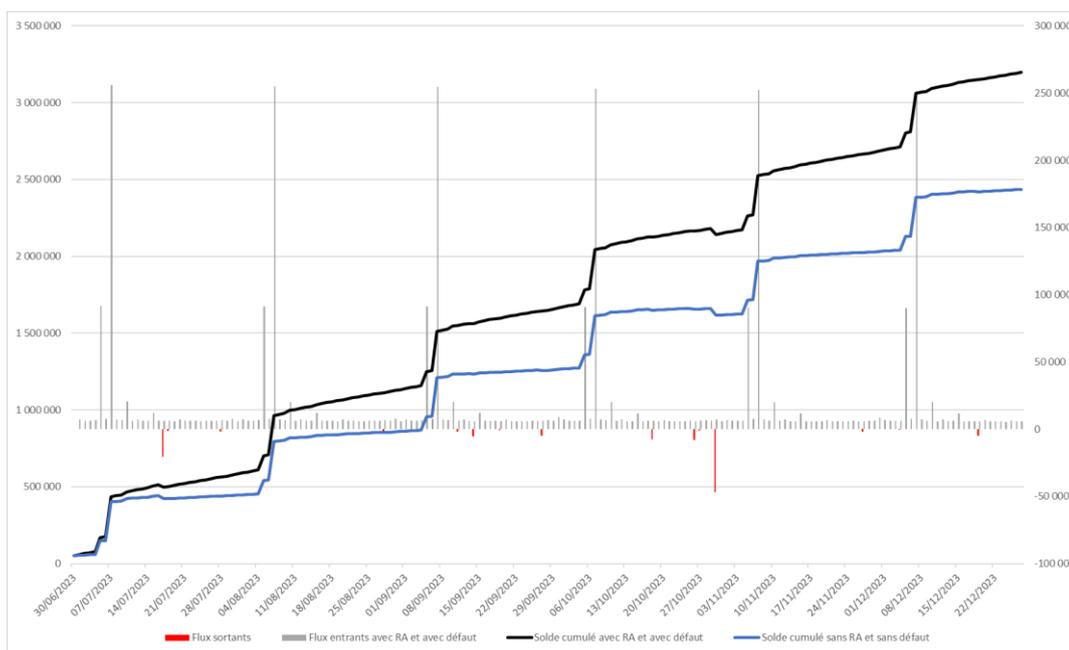
Le besoin de liquidité est évalué entre les flux des Obligations de Financement de l'Habitat et les flux des actifs remis en pleine propriété à titre de garantie sur une période de 180 jours conformément aux dispositions de l'article R 513-7 du Code monétaire et financier.

Ainsi, la liquidité à 180 jours de Société Générale SFH est évaluée par transparence, trimestriellement, comme suit :

- Les flux positifs de trésorerie évalués par transparence correspondent aux flux liés aux encaissements en principal et intérêt des échéances des prêts mobilisés reçus en garantie ;
- Les flux négatifs de trésorerie correspondent aux flux nets après application des instruments financiers de couverture liés aux paiements de principal et intérêt des échéances des Obligations de Financement de l'Habitat émises ;

- Une compensation de flux est ensuite effectuée, permettant de déterminer un solde pour la journée. Une position de liquidité est calculée tous les jours en additionnant le solde de la journée avec le solde des périodes précédentes. Le solde de trésorerie initial est déclaré au jour « zéro ». Il correspond aux soldes des comptes et des dépôts à vue disponibles.

Conformément aux dispositions de l'Annexe 5 à l'instruction n° 2022-I-03, les calculs s'appuient sur le taux de remboursements anticipés déclaré dans le rapport mentionné au deuxième alinéa de l'article 13 du règlement CRBF n° 99-10 arrêté au 30 juin 2023. Il s'agit du taux annualisé de remboursements anticipés observés sur le dernier trimestre que l'on retrouve dans le rapport sur la qualité des actifs. Celui-ci s'établit à 2,89 % au 30 juin 2023.



Sur la période de 180 jours à partir du 30 juin 2023, la position de liquidité minimale sur 180 jours est positive. Elle s'élève à 58,41 millions d'euros et correspond au solde du premier jour du semestre.

Société Générale SFH est dotée de sources additionnelles de liquidités qui permettent de couvrir la position de liquidité minimale si celle-ci s'avérait être négative et qui consistent principalement en des titres, expositions et dépôts suffisamment sûrs et liquides répondant aux conditions de l'article R 513-6 du Code monétaire et financier.

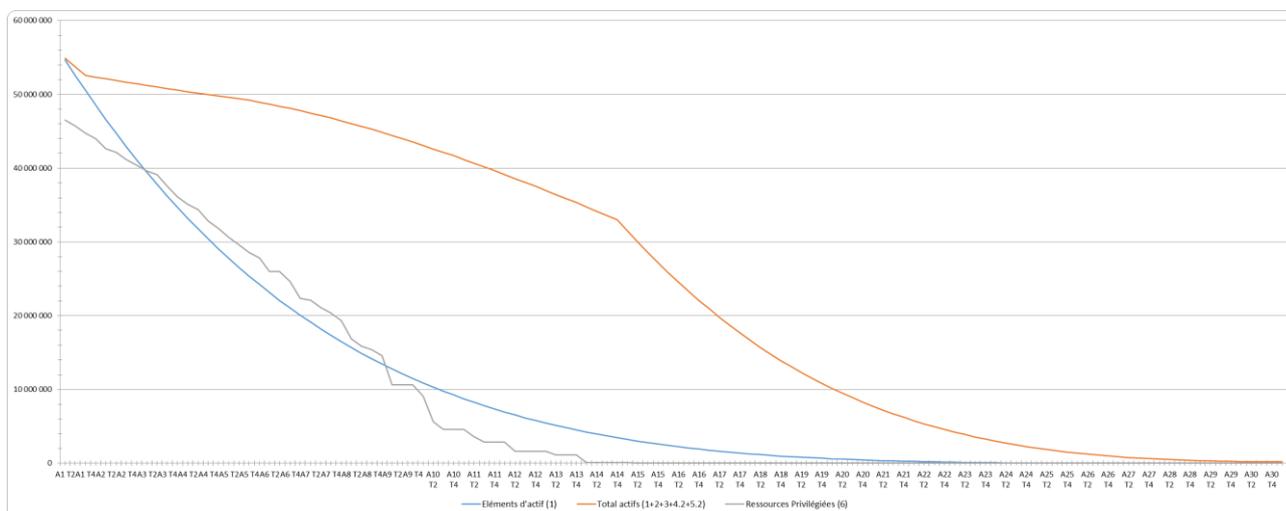
Au premier jour, les expositions et dépôts répondant aux conditions de l'article R. 513-6 du code monétaire et financier représentent un total de 730 millions d'euros, correspondant au remplacement en dépôts à terme dans les livres de SOCIETE GENERALE.

Au dernier jour, les expositions et dépôts répondant aux conditions de l'article R. 513-6 du code monétaire et financier au dernier jour représentent un total de 736,83 millions d'euros, correspondant au remplacement en dépôts à terme dans les livres de SOCIETE GENERALE et des intérêts perçus au titre du dépôt.

Le plan de couverture annuel :

L'évaluation du risque de liquidité par transparence se fait également à partir du plan annuel de couverture des ressources privilégiées. Ce rapport réglementaire permet d'apprécier la couverture des passifs privilégiés dans l'hypothèse où Société Générale SFH cesserait d'émettre et en prenant en compte les méthodes et hypothèses retenues par Société Générale SFH pour estimer le niveau des éléments d'actifs venant en couverture. Dans ce contexte, les impasses de couverture potentielles qui surviendraient avant la maturité des passifs, seraient identifiées.

Ainsi, au 30 juin 2023, sur la base d'hypothèses prudentes concernant la nouvelle production et sur la base d'un taux moyen de remboursement anticipé de 7,18% correspondant au taux moyen historique des principaux apporteurs, pondéré par leur poids dans le portefeuille de créances apporté en garantie et observé depuis juin 2010, aucune impasse de couverture n'est observée.



Ecart de durée de vie moyenne entre actifs et passifs :

Enfin, l'appréciation du risque de liquidité en vision par transparence est également regardée dans le rapport sur l'écart de durée de vie moyenne entre actifs et passifs. Celui-ci présente le décalage temporel moyen entre les remboursements des actifs et des passifs. Ce décalage provient du profil d'amortissement de chacun et pourrait, au-delà du seuil requis, engendrer des retards dans le remboursement des intérêts et du principal des OFH.

Au 30 juin 2023, l'écart de durée de vie moyenne entre les actifs du « cover-pool » et les OFH tel que défini par le règlement CRBF n°99-10 avec un seuil maximum à 18 mois lorsque les actifs sont plus longs que les passifs, est de -4 mois.

En complément de ces dispositifs de pilotage du risque de liquidité, il existe des mécanismes de protection contre celui-ci :

- L'émission d'Obligations de Financement de l'Habitat au format « *soft bullet* » qui bénéficient d'une possibilité d'extension de maturité d'un an dans des conditions définies à l'article R.513-8-1 du Code Monétaire et Financier. Ce système assure à l'investisseur d'OFH de garder les mêmes conditions en termes de caractéristiques propre à l'OFH sur l'année à venir et le protège du non-remboursement du principal à la date de maturité.
- Le Prematurity test qui vise à réduire le risque de liquidité lié à un défaut de SOCIETE GENERALE avant l'arrivée à maturité d'Obligations de Financement de l'Habitat intégralement payées à l'échéance (Obligations dites « *hard bullet* » en opposition aux Obligations dites « *soft bullet* » pour

lesquelles la maturité de l'obligation peut être étendue d'un an dès lors que le prêt "miroir" de cette obligation n'a pas été remboursé par SOCIETE GENERALE à la date de maturité initiale).

Il s'agit d'un mécanisme de protection requis par les agences de notation dont l'activation et le dimensionnement est dépendant de la notation de SOCIETE GENERALE. En dessous des niveaux suivants de notation SOCIETE GENERALE : F1 (court terme) et A (long terme) pour Fitch et P-1 (court terme) pour Moody's, Société Générale doit constituer une réserve de liquidité auprès de Société Générale SFH :

- Pour un montant équivalent au montant du principal des OFH, 270 jours avant la tombée à maturité des OFH dites « hard bullet » ;
- Pour un montant équivalent au montant des intérêts sur les OFH, 90 jours avant la tombée à maturité des OFH « hard bullet » et « soft bullet ».

Dans la situation où la notation SOCIETE GENERALE est égale ou au-dessus des niveaux suivants : F1 (court terme) et A (long terme) pour Fitch et P-1 (court terme) pour Moody's, Société Générale doit constituer une réserve de liquidité auprès de Société Générale SFH :

- Pour un montant équivalent au montant du principal des OFH, 180 jours avant la tombée à maturité des OFH dites « hard bullet » diminué des valeurs de remplacement remplacées depuis le 08 juillet 2022 par les « autres titres, expositions et dépôts » tels que que définies à l'article R.513-20 du Code monétaire et financier et ;
- Pour un montant équivalent au montant des intérêts sur les OFH, 90 jours avant la tombée à maturité des OFH « hard bullet » et « soft bullet ».

2.4.2 Risques liés aux contextes macro-économique, géopolitique, de marché et réglementaire

- **Risques macro-économique, géopolitique et de marché**

Société Générale SFH ayant pour objet le financement ou refinancement de portefeuille de prêts personnels immobiliers (PPI) octroyés par Société Générale, un ralentissement économique ou une politique de contraction pourrait impacter son activité.

Des détériorations significatives des conditions de marché et de l'environnement économique résultant de crises affectant les marchés de capitaux ou de crédit, de contraintes de liquidité, d'une volatilité importante des taux de change ou des taux d'intérêt, de l'inflation ou de la déflation, de récessions régionales ou mondiales, de dégradation de la notation, de restructurations ou de défauts des dettes souveraines ou privées, ou encore d'événements géopolitiques (tels que des conflits armés), pourraient affecter la production de prêts éligibles.

La croissance de l'activité mondiale au second trimestre 2023 n'a été portée que par le seul moteur des services. Le secteur manufacturier mondial et le commerce international sont en situation de récession alors que le secteur de la construction ralentit. La dynamique de croissance est plus favorable dans le secteur des services mais cette tendance devrait s'inverser à mesure i) que les amortisseurs liés à l'excès d'épargne des ménages et la profitabilité des entreprises s'estompent et ii) que le resserrement des politiques monétaires se fasse sentir. Les conditions économiques devraient être plus difficiles au cours des prochains trimestres. Le crédit bancaire ainsi que les agrégats monétaires se contractent déjà dans les principales économies avancées, ce qui devrait conduire à une hausse des faillites d'entreprises. Toutefois, cette hausse des faillites repart de niveaux qui restent encore exceptionnellement bas. Ce processus devrait être progressif, grâce à un profil de refinancement des entreprises étalé sur plusieurs années. Les effets des politiques budgétaires se font sentir avec un certain retard et deviennent restrictives. En effet, le récent accord sur le plafond de la dette américaine et la fin de la "clause de sauvegarde" dans l'UE impliquent une consolidation fiscale au moins jusqu'en 2024. Néanmoins, les fonds de relance européen ainsi que les investissements liés à l'Inflation Reduction Act aux Etats Unis pourraient en partie compenser les effets de la consolidation budgétaire à venir. L'inertie de l'inflation reste un facteur d'incertitude. En effet, l'inflation globale diminue mais l'inflation sous-jacente se maintient à un niveau élevé. Les craintes d'une possible spirale salaires prix ne sont pas encore totalement écartées. Le débat sur de nouvelles hausses de taux restera donc ouvert au cours des prochains mois, mais un ralentissement de l'économie devrait permettre à la Fed et à la BCE d'engager une première baisse de taux vers la fin de l'année.

En France, le marché immobilier commence à souffrir de la remontée des taux avec au premier semestre 2023 une production de crédits immobiliers qui fléchit.

Dans ce contexte, la baisse de production de prêts éligibles constitue un risque pour Société Générale SFH qui doit répondre à ses exigences réglementaires notamment à travers des ratios trimestriels exigés par l'ACPR montrant entre autres, qu'il n'existe pas d'impasse de couverture entre les actifs remis à titre de garantie et son passif.

Ce risque reste toutefois très limité dans la mesure où la Société par l'émission de souche dite « retained », autrement dit souches détenues par sa maison-mère, peut à tout moment rembourser par anticipation ces obligations et ainsi éviter une insuffisance de couverture. A noter également que la gestion prudente de la couverture avec entre autres la mise en place d'une réserve et un taux de surdimensionnement à 120% atténuent également ce risque.

Par ailleurs, à l'occasion de crises passées (telles que la crise financière de 2008, la crise de la dette souveraine de la zone euro, les tensions sur les marchés financiers liées à la crise liée à la Covid-19 avant l'intervention des banques centrales ou plus récemment les tensions liées à la crise en Ukraine), l'accès au financement des banques européennes a pu être ponctuellement restreint ou soumis à des conditions moins favorables. Si les conditions défavorables du marché de la dette venaient à réapparaître à la suite d'une nouvelle crise systémique ou propre au Groupe, l'effet sur la liquidité du secteur financier européen en général pourrait être défavorable et avoir un impact négatif sur la marge moyenne par transparence (en tenant compte des actifs remis en garantie) de Société Générale SFH sans pour autant affecter sa situation financière et ses comptes sociaux. Enfin, la situation générée par le conflit en Ukraine augmente le risque de cyber-attaque pour le groupe Société Générale auprès de qui Société Générale SFH a externalisé toute son activité et qui met à disposition son infrastructure pour la gestion des opérations de l'entité.

Le Groupe, en tant que prestataire de service, pourrait subir des attaques ciblées et sophistiquées sur son réseau informatique, aboutissant à des détournements de fonds, des pertes, vols ou divulgations de données confidentielles ou de données clients. De tels agissements sont susceptibles d'être à l'origine de pertes opérationnelles et d'avoir un effet défavorable sur l'activité de Société Générale SFH, ses résultats et sa réputation auprès de ses investisseurs.

- **Risques Réglementaire et Juridique**

Société Générale SFH, en sa qualité d'établissement de crédit spécialisé au sens de l'article L 513-1 du Code monétaire et financier et en sa qualité d'établissement de crédit, est supervisée par la Banque Centrale Européenne et par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (« ACPR ») et est soumise aux dispositions du Règlement européen n°575/2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (« CRR », Capital Requirements Regulation).

Les modifications de ce cadre réglementaire par les régulateurs et les législateurs français et européens pourraient avoir des répercussions sur son activité. Cependant, le caractère protéiforme de la réglementation rend difficile l'évaluation des impacts futurs pour la Société. Le non-respect de la réglementation pourrait éventuellement se traduire par des sanctions pécuniaires et des sanctions pouvant aller théoriquement jusqu'au retrait de son agrément.

Le risque réglementaire peut être distingué en deux catégories :

- Risque lié au non-respect des réglementations ou lois applicables aux établissements de crédit et de société de financement de l'habitat (y compris la production des reportings réglementaires) ;
- Risque lié à la non mise en conformité avec de nouveaux textes légaux ou réglementaires applicables aux sociétés de financement de l'habitat.

Parmi les réglementations récentes qui peuvent avoir une influence modérée sur l'activité, nous notons notamment :

- Le mécanisme de « bail-in » (Directive BRRD). En effet, pour les obligations foncières, la Directive BRRD indique que l'autorité de résolution compétente ne devrait pas exercer de mesure de réduction ou de conversion concernant les obligations sécurisées, dont les covered bonds et dettes revêtant la forme d'instruments financiers de couverture faisant partie intégrante du pool de collatéral de couverture et qui, selon la loi nationale, sont sécurisés de façon similaire aux covered bonds, qu'ils soient gouvernés par une loi d'un état membre ou d'un pays tiers. Cependant, les dettes pertinentes pour les besoins du Pouvoir de Renflouement Interne incluront toutefois la créance des porteurs des titres émis en vertu du programme, seulement si et à concurrence de la part du titre qui excéderait la valeur du pool de collatéral de couverture sur lequel le titre est adossé.

Ce risque est toutefois très limité compte tenu de l'obligation réglementaire pour la Société de respecter un ratio de couverture des ressources privilégiées par les actifs reçus à titre de garantie au moins égal à 105%.

- La Directive (Directive (EU) 2019/2162) et le Règlement (Règlement (EU) 2019/2160) publiés au Journal Officiel le 18 décembre 2019 visant à créer un cadre permettant d'harmoniser le marché des Obligations Sécurisées dans le cadre de l'Union des marchés de capitaux. La Directive établit notamment les règles de protection des investisseurs concernant les exigences relatives à l'émission d'obligations garanties, les caractéristiques structurelles des obligations garanties, la surveillance réglementaire ainsi que les obligations en matière de publication. Le Règlement (EU) 2019/2160, quant à lui, adopte des exigences supplémentaires pour les obligations garanties, ce qui renforcera la qualité des obligations garanties éligibles pour le traitement préférentiel favorable au titre du règlement (EU) 575/2013.

Ces textes européens ont été transposés en droit français par l'ordonnance n°2021-858 du 30 juin 2021 et le décret n°2021-898 du 6 juillet 2021 et complétés par des textes réglementaires (règlements et instructions) élaborés par l'ACPR. Ce nouveau corpus législatif et réglementaire est entré en vigueur le 8 juillet 2022.

Aucun incident lié à ces contextes ne s'est produit concernant Société Générale SFH.

Il existe plus globalement des mesures d'atténuation de ces différents risques qui se déclinent de la manière suivante :

- Conformément à l'article L 513-23 du Code monétaire et financier, le Contrôleur Spécifique veille au respect par la Société des articles L 513-2 à L 513-12 du Code monétaire et financier régissant les sociétés de crédit foncier ;
- Le dispositif de suivi et de contrôle de la Société sont intégrés au dispositif de suivi et de contrôle du groupe SOCIETE GENERALE concernant les réglementations applicables aux établissements de crédit et les reportings réglementaires spécifiques aux Sociétés de Financement à l'Habitat ;
- Mise en place d'une veille réglementaire, qui est assurée notamment par les canaux suivants :
 - Veille réglementaire au niveau du groupe SOCIETE GENERALE,
 - L'ECBC (European Covered Bond Council) informe la Société des évolutions réglementaires spécifiques aux émetteurs d'obligations sécurisées au niveau européen via des publications et communications régulières ;
 - Le contrôleur spécifique informe régulièrement la Société sur les sujets en discussion concernant les Sociétés de Financement à l'Habitat.

Les risques juridiques sont suivis dans le cadre des risques opérationnels.

Les principaux risques juridiques pour Société Générale SFH sont liés à la documentation juridique relative aux émissions d'Obligations de Financement de l'Habitat (OFH). Ces risques sont évalués comme « faibles » après prise en compte des dispositifs de couverture suivants :

- La documentation juridique est très encadrée : elle est rédigée par un cabinet d'avocats externe mandaté par Société Générale SFH, elle est revue et contrôlée par les équipes de juristes spécialisés de SOCIETE GENERALE, les équipes Front Office en charge de la gestion de l'entité, ainsi que par le cabinet d'avocats de l'Arrangeur ;
- La seule contrepartie directe de Société Générale SFH est SOCIETE GENERALE.

Il est à noter par ailleurs qu'à ce jour aucun incident ou litige lié à des risques juridiques ne s'est produit concernant Société Générale SFH.

2.4.3 Risques de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et de contrepartie porte sur le risque de pertes résultant de l'incapacité des clients de la Société ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers.

Il convient de préciser que Société Générale SFH a choisi de restreindre son activité de refinancement de prêts à l'habitat aux seuls prêts cautionnés par Crédit Logement, conformément à l'article L 513-29 du Code monétaire et financier.

- **Risque de crédit**

Société Générale SFH porte un risque de crédit direct sur SOCIETE GENERALE qui est son unique débiteur, au titre des prêts qu'elle consent à SOCIETE GENERALE. Société Générale SFH étant détenue à 100% par SOCIETE GENERALE, elle n'est pas encadrée par des limites sur sa maison mère conformément aux instructions Groupe SOCIETE GENERALE. Ce risque de Crédit est toutefois couvert par l'apport en garantie d'un portefeuille de créances qui répondent aux critères d'éligibilité réglementaires.

Il existe également un risque de crédit par transparence sur le portefeuille d'actifs remis en pleine propriété à titre de garantie. Toutefois, ce portefeuille de créances très granulaire, composé uniquement de créances garanties par Crédit Logement, établissement noté Aa3 par Moody's et AA (low) par DBRS, et qui présente un taux de perte observé proche de 0, montre un risque de crédit relativement faible.

Il est à noter par ailleurs que ce portefeuille d'actifs bénéficie d'un dispositif de mesure et de surveillance. En effet, Société Générale SFH ayant établi des conventions d'assistance et de gestion avec SOCIETE GENERALE, le dispositif de mesure et de surveillance du risque de crédit de la Société s'appuie sur le dispositif en vigueur au sein du Groupe SOCIETE GENERALE.

Ainsi, toute opération fait l'objet d'un dossier de crédit visé par la Direction des risques et les créances constitutives de ce portefeuille font l'objet d'un suivi des risques conformément à la politique de crédit Groupe SOCIETE GENERALE décrite dans son Document d'Enregistrement Universel 2022.

Par ailleurs, afin d'encadrer la gestion des risques de crédit du Groupe SOCIETE GENERALE, la Direction des Risques a défini un dispositif de contrôle et de surveillance reposant sur les éléments suivants :

- Revue de portefeuille et suivi sectoriel ;
- Suivi des risques pays ;
- Stress tests de crédit.

En sus de ces dispositifs du Groupe SOCIETE GENERALE, Société Générale SFH applique les critères suivants pour la sélection des actifs remis en garantie :

- Application des critères d'éligibilité légaux : les actifs remis en garantie doivent respecter les critères d'éligibilité définis dans l'article L 513-29 du Code monétaire et financier. Il est à noter que Société Générale SFH a choisi de restreindre son activité au refinancement de prêts à l'habitat aux seuls prêts cautionnés par Crédit Logement, conformément à l'article L 513-29 du Code monétaire et financier ;
- Validation de l'éligibilité par le Contrôleur Spécifique : l'éligibilité des prêts cautionnés, telle que définie par les textes applicables, est validée par échantillon par le Contrôleur Spécifique, conformément à sa mission définie dans l'article L 513-32 du Code monétaire et financier ;
- Revue de la qualité du portefeuille par les agences de notation : la composition des actifs remis en garantie en faveur de Société Générale SFH est soumise à des critères de diversification des risques encadrés par les agences de notation.

Le risque de crédit pris par les investisseurs d'Obligations de Financement de l'Habitat est couvert par un surdimensionnement en actifs apportés à titre de garantie par rapport aux montants d'Obligations de Financement de l'Habitat émises.

Ainsi, la mesure du risque de crédit repose notamment sur les limites imposées par les agences de notation et l'ACPR :

- Respect du taux minimum de surdimensionnement défini et contrôlé trimestriellement par les agences de notation :
 - Un taux de surdimensionnement dynamique minimum est calculé par les agences de notation en application de leurs méthodologies et tenant compte de différents critères quantitatifs et qualitatifs en matière de qualité des actifs (risque de défaut des débiteurs, taux de défaut et de recouvrement des prêts personnels immobiliers).
 - A fréquence mensuelle, le taux actuel de surdimensionnement est calculé comme le rapport de l'encours des actifs apportés à titre de garantie sur l'encours d'Obligations de Financement de l'Habitat et est comparé au taux de surdimensionnement minimum requis par les agences de notation. Ce taux de surdimensionnement est également revu lors des Comités des Risques propres à Société Générale SFH. Celui-ci a d'ailleurs été réévalué à 120% lors du comité des risques du 5 avril 2023 ;
- Respect des règles de surdimensionnement prévu par les articles L 513-12 et R 513-8 du Code monétaire et financier, le chapitre II du Règlement 99-10 du Comité de la Réglementation bancaire et financière (CRBF) relatif aux sociétés de crédit foncier et aux sociétés de financement de l'habitat modifié et par l'Instruction 2022-I-03 de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, en application desquelles le ratio de couverture doit être supérieur à 105%.

Le ratio de couverture correspond au rapport du total des éléments d'actifs remis en pleine propriété à titre de garantie, le cas échéant après pondération, y compris les expositions, titres et dépôts sur le total des ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L 513-11 du Code monétaire et financier (ressources dites privilégiées).

Plus en détail, le numérateur de ce ratio est constitué par l'ensemble des éléments d'actifs ou des créances apportées en garantie affectés des pondérations suivantes :

- 0%, 80% ou 100% pour les prêts cautionnés selon l'inclusion ou non de l'organisme de caution dans le périmètre de consolidation dont relève la société de financement de l'habitat et dans les conditions de notation fixées dudit règlement ;
- 0% pour les éléments déduits des fonds propres ;
- 50% pour les immobilisations résultant de l'acquisition des immeubles au titre de la mise en jeu d'une garantie ;
- 100% pour les titres, expositions et dépôts suffisamment sûrs et liquides ;
- 100% pour les autres éléments d'actifs éligibles, à hauteur de la partie éligible au refinancement. A noter, lorsque l'exposition à l'actif sur les entreprises liées dépasse 25% des ressources non privilégiées de la Société, est déduite du calcul du numérateur la différence entre l'exposition sur ces entreprises et la somme de 25% des ressources non privilégiées et des éventuels actifs reçus à titre de garantie, nantissement ou pleine propriété en application des articles L 211-36 à L 211-40, L 313-23 à L 313-35 et L 313-42 à L 313-49 du Code monétaire et financier face à cette exposition, ces actifs étant alors retenus selon les pondérations habituellement appliquées au calcul des actifs éligibles au numérateur du ratio de couverture.

Le dénominateur est constitué des Obligations de Financement de l'Habitat ainsi que de toutes les autres ressources bénéficiant du privilège tel que défini à l'article L 513-11 du Code monétaire et financier, y compris les dettes rattachées à ces éléments et les dettes résultant des frais annexes mentionnés au troisième alinéa du même article, les sommes dues, le cas échéant, au titre du contrat de gestion ou recouvrement prévu à l'article L 513-15 du même Code et les sommes dues au titre des instruments financiers à terme bénéficiant du privilège défini à l'article L 513-11 du même Code, ainsi que les coûts prévus de maintenance et de gestion pour mettre fin au programme d'obligations de financement de l'habitat.

Ce ratio de couverture, calculé sur une base trimestrielle, fait l'objet d'un contrôle à la même fréquence par le Contrôleur spécifique conformément à sa mission définie dans l'article L 513-23 du Code monétaire et financier.

Par ailleurs, conformément à la documentation juridique, Société Générale SFH est dans l'obligation de maintenir à tout moment un ratio de couverture (Asset Cover Test) entre l'encours des prêts immobiliers résidentiels transférés à titre de garantie et le montant des avances faites au titre du Contrat de prêt entre Société Générale et Société Générale SFH. Le montant de ces avances correspond au montant des Obligations de Financement de l'Habitat. L'Asset Cover Test calculé à fréquence mensuelle doit respecter un ratio minimum requis, supérieur au taux de surdimensionnement réglementaire de 105%.

Au 30 juin 2023, le ratio de couverture s'établissait à 117,56%, en cohérence avec l'article R.513-8 du Code monétaire et financier qui définit le seuil de ce ratio réglementaire à 105%.

L'article R.513-6 du Code monétaire et financier dispose également que le montant total des expositions sur des établissements de crédit qui relèvent du premier, du deuxième ou du troisième échelon de qualité de crédit ne dépasse pas 15% de l'encours nominal des Obligations de Financement de l'Habitat et autres ressources bénéficiant du privilège mentionné au 2° du I de l'article L. 513-2 de l'établissement émetteur et le total des expositions sur des établissements de crédit qui relèvent du deuxième ou du troisième échelon de qualité de crédit ne dépasse pas quant à lui 10% de ce même encours avec une limite également de 8% concernant les expositions qui relèvent du troisième échelon de qualité de crédit.

- **Risque de contrepartie**

Dans le cadre de son activité, Société Générale SFH porte également un risque de contrepartie direct sur Société Générale. En effet, dans son rôle de prestataire de service dans le processus de recouvrement des créances, Société Générale a été désignée par Société Générale SFH pour administrer et recouvrer, pour son compte, conformément à l'article L. 513-15 du Code monétaire et financier, les actifs cédés à Société Générale SFH.

La défaillance de Société Générale dans l'exercice de cette fonction pourrait avoir un impact non négligeable sur le paiement en temps et en heure des intérêts et principal des obligations souscrites par les investisseurs. Cependant, des mécanismes de protection des investisseurs ont été mis en place pour minimiser ces risques, déjà évoqués dans la section sur le risque de liquidité.

En parallèle, dans l'hypothèse où Société Générale serait en procédure de défaut, un arrêt des paiements, conformément aux dispositions définies dans les lois relatives à la faillite, empêcherait Société Générale SFH de recouvrer les sommes dues aux titres des actifs cédés du portefeuille auprès de Société Générale, et ceci, le temps que le processus de recouvrement puisse être transféré auprès d'un autre établissement pouvant l'assurer.

Pour se prémunir de ce risque, dit « commingling risk », Société Générale s'est engagée à verser un certain montant suivant la dégradation de la notation en dessous de BBB (LT) / F2 (CT) pour Fitch Ratings et Baa2 (CR) pour Moody's, en constituant une réserve d'encaissements équivalent à deux mois et demi du montant des intérêts et principal des encaissements prévisionnels du portefeuille de couverture sur un compte tel que désigné par Société Générale SFH, comme sûreté de ses engagements. Ce compte devra être ouvert au sein d'un établissement de crédit ayant une notation minimum requise par les agences de notation.

Par ailleurs, le risque de défaillance de Société Générale, en tant que banque teneuse de comptes peut également avoir un impact modéré sur l'accès de la Société aux encaissements reçus sur ses comptes. Afin de se prémunir de ce risque, la Société s'est engagée à ouvrir ses comptes d'encaissement et de réserves auprès d'un établissement de crédit ayant une notation minimum de A/F-1 pour Fitch et de A2 (LT) et P-1 (ST) pour Moody's. La Société s'engage également à remplacer sous 60 jours celle-ci en cas de dégradation de la notation de la banque teneuse de compte en dessous des seuils mentionnés précédemment.

2.4.4 Risques opérationnels

Les risques opérationnels sont définis comme le risque de pertes résultant d'une défaillance des processus, des prestataires et des systèmes d'information ou d'événements extérieurs.

Conformément à l'article L.513-15 du Code monétaire et financier, la gestion ou le recouvrement des prêts, expositions, créances assimilées, titres et valeurs, des obligations ou des autres ressources prévues à l'article L.513-2 ne peuvent être assurés que par un établissement de crédit ou une société de financement liée à la société de crédit foncier par contrat.

Dès lors, Société Générale SFH ne dispose pas de personnel et sous traite donc l'ensemble de sa gestion à SOCIETE GENERALE pour les traitements de ses opérations, les traitements administratifs ainsi que pour les dispositifs de contrôle interne.

Dans ce cadre, la Société a conclu des conventions de services externalisés SOCIETE GENERALE couvrant les prestations suivantes :

- Gestion et recouvrement ;
- Gestion opérationnelle et financière ;
- Gestion juridique, fiscale et administrative ;
- Comptables et supervision financière ;
- Informatiques ;
- Missions spécifiques ;

Contrôle périodique et permanent et du contrôle de la conformité.

La gestion et le recouvrement des créances apportées en garantie sont toujours exécutés par SOCIETE GENERALE au titre d'un mandat qui lui est donné par Société Générale SFH.

Les risques opérationnels liés à ces prestations de services essentielles externalisées font l'objet d'un suivi dans le cadre du dispositif de contrôle interne de Société Générale SFH.

Le suivi et évaluation des prestations externalisées est désormais effectué par le Responsable des Activités Externalisées (RAE).

D'autres fonctions sont également exercées par SOCIETE GENERALE en tant qu'agent placeur, teneur de compte, emprunteur et si nécessaire en tant que contrepartie de swaps. Ces différentes fonctions sont contractuellement bien distinctes et documentées, mais surtout séparées d'un point de vue organisationnel, limitant ainsi le risque de conflit d'intérêts.

Les dispositifs de mesure et de pilotage des risques opérationnels du Groupe Société Générale applicables à Société Générale SFH sont détaillés dans le Document de Référence 2023 de SOCIETE GENERALE.

La déclinaison au niveau de l'entité Société Générale SFH de la gestion des risques opérationnels s'appuie sur les dispositifs suivants :

- Exercices d'auto-évaluation des risques et des contrôles (RCSA) de Société Générale SFH permettant de mesurer son exposition aux risques opérationnels et de prendre des actions de couverture en cas de risques résiduels élevés : le dernier exercice RCSA réalisé fait apparaître un risque résiduel « modéré » ;
- Suivi d'indicateurs clé de risques (KRI) opérationnels, comptables et réglementaires permettant d'alerter en cas de dégradation de ces risques ;
- Dispositif de contrôle permanent par les équipes SOCIETE GENERALE dédiées et organisé en 3 lignes de défense permettant de s'assurer de la couverture des risques identifiés ;
- Collecte et analyse des incidents et pertes opérationnelles puis mise en place d'actions correctrices visant à prévenir la survenue d'incidents similaires ;
- Plan de continuité d'activité propre à Société Générale SFH.

L'ensemble de ces sujets est présenté et/ou validé par la Direction Générale de l'entité, puis présenté au Comité d'audit et/ou Conseil d'administration.

Il est à noter par ailleurs que les seuils de significativité des incidents révélés par le contrôle interne au niveau de Société Générale SFH ont été approuvés par son Conseil d'Administration.

A ce jour, ces seuils sont respectivement de 10 000 euros pour les incidents opérationnels et de 0 euro pour les fraudes ou tentatives de fraude et les incidents de conformité, eu égard à la taille de Société Générale SFH et à ses caractéristiques.

Il convient également de noter qu'il n'y a pas eu de pertes opérationnelles au cours du premier semestre 2023.

2.4.5 Risques structurels de taux d'intérêts et de change

Les risques structurels correspondent aux risques de pertes de marge d'intérêt en cas de variation des taux d'intérêt et de change.

En matière de risque de taux, à la suite de la restructuration intervenue le 6 mai 2015, Société Générale SFH a retiré l'ensemble des swaps de micro-couverture. Les émissions publiques et retained d'OFH sont désormais réalisées à taux fixe, tout comme les tirages de prêts collatéralisés, dans le but de refléter la composition du cover-pool de PPI sous-jacents. En matière de risque de taux, Société Générale SFH procède désormais à une couverture naturelle du risque de taux entre les actifs et les passifs.

- **Dispositif de mesure et surveillance du risque de taux et change :**
 - En vision sociale

La mesure du risque structurel de taux est faite à l'aide des impasses calculées sur la base des situations « Passif-Actif » de Société Générale SFH à production arrêtée, détaillées sur les 20 ans à venir avec des impasses mensuelles sur les 12 premiers mois, puis annuelles sur les 19 années suivantes.

L'outil de suivi de ce risque calcule la sensibilité définie comme la variation, pour une hausse parallèle des taux de 0,1% et 1% et pour une baisse parallèle des taux de -0,1% et -1%, de la valeur actuelle nette financière des positions résiduelles à taux fixe (excédents ou déficits) futures issues de l'ensemble de ses actifs et passifs. Ainsi, des seuils et des limites de sensibilité sont proposés par scénario, puis par devise et en agrégé et enfin par buckets qui sont définis comme suit :

- Sensibilité à court terme calculée par addition des sensibilités des intervalles compris entre 0 et 1 an ;
- Sensibilité à moyen terme calculée par addition des sensibilités des intervalles compris entre 1 et 5 ans ;
- Sensibilité à long terme calculée par addition des sensibilités des intervalles supérieurs à 5 ans ;
- Sensibilité globale calculée par addition de toutes les sensibilités.

La décomposition est la suivante (en millions d'euros) :

		30-juin-23			
Entity	Scenario	Maturity	Sensi	Threshold current	Limit current
Société Générale SFH	+10bps	Short-term	0,01	-0,04	-0,05
		Mid-term	0,00	-0,06	-0,08
		Long-term	0,00	-0,10	-0,13
		Global	0,01	-0,20	-0,25
	+100bps	Short-term	0,12	-0,40	-0,50
		Mid-term	0,00	-0,60	-0,75
		Long-term	0,00	-1,00	-1,25
		Global	0,12	-2,00	-2,50
	-10bps	Short-term	-0,01	-0,04	-0,05
		Mid-term	0,00	-0,06	-0,08
		Long-term	0,00	-0,10	-0,13
		Global	-0,01	-0,20	-0,25
	-100bps	Short-term	-0,12	-0,40	-0,50
		Mid-term	0,00	-0,60	-0,75
		Long-term	0,00	-1,00	-1,25
		Global	-0,12	-2,00	-2,50

La sensibilité représente 0% des fonds propres.

Société Générale SFH ne réalisant que des émissions en euros n'est pas exposée au risque de change sur ses émissions.

Ces résultats sont revus par le Comité Risques Structurels de taux et de change au niveau Groupe à fréquence trimestrielle et lors des Comités des risques propres à Société Générale SFH.

- En vision par transparence :

À la suite du retrait des swaps de taux, Société Générale SFH pilote désormais le risque de taux de façon dynamique en sélectionnant les actifs remis en garantie et a mis en place de nouveaux contrôles du risque par transparence, et notamment :

- Une réserve d'intérêts, à constituer par SOCIETE GENERALE sous conditions de notation, lorsque le montant total des intérêts à verser au titre des OFH est supérieur au montant total des intérêts à recevoir sur les prêts en garantie ;
- Un suivi de la marge entre les intérêts payés au titre des obligations de financement de l'habitat et les intérêts reçus au titre des créances apportées en garantie. Cette marge nette pourrait être réduite en cas d'une baisse des taux d'intérêt des actifs plus significative que celle du coût du passif.

Ces résultats en vision « par transparence » sont présentés et revus lors des Comités des risques propres à Société Générale SFH.

2.5. Gouvernement d'entreprise

2.5.1 Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 17 mai 2023

L'Assemblée Générale Mixte des Actionnaires de SG SFH s'est tenue le 17 mai 2023 au siège social.

Toutes les résolutions ont été adoptées :

- Le rapport de gestion du Conseil d'Administration incluant le rapport sur le gouvernement d'entreprise et rapport des commissaires aux comptes,
- L'approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022 et quitus aux administrateurs,
- L'affectation du résultat,
- L'approbation des charges et dépenses visées à l'article 39-4 du code général des impôts,
- Le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L225-38 et L225-40-1 du Code de commerce,
- La ratification de la nomination de Monsieur Sidney STUDNIA en qualité d'administrateur indépendant,
- La ratification de la nomination de Monsieur Mathieu BRUNET en qualité d'administrateur,
- La fixation de la rémunération des administrateurs,
- La modification de l'article 16.2 des statuts relatifs à la « nomination – durée des fonctions » du directeur général de la société,
- Les pouvoirs pour les formalités.

2.5.2 Conseil d'administration

A la suite de l'Assemblée Générale, le Conseil d'administration qui compte 8 membres est composé comme suit :

- Monsieur Mathieu BRUNET, Président du conseil d'administration,
- Madame Agathe ZINZINDOHOUE, Directrice générale et administratrice,
- Monsieur Arnaud MEZRAHI, Directeur général et administrateur,
- Monsieur Thierry SAMIN, administrateur,
- Madame Marie-Aude LE GOYAT, administratrice,
- Monsieur Jérôme BRUN, administrateur,
- Monsieur Thomas GENOUEL, administrateur,
- Monsieur Sidney STUDNIA, administrateur indépendant.

La composition des comités spécialisés s'établit comme suit :

- **Comité des risques** : Monsieur Jérôme BRUN (Président), Monsieur Mathieu BRUNET et Monsieur Thomas GENOUEL,
- **Comité d'audit** : Monsieur Sidney STUDNIA (Président), Madame Marie-Aude LE GOYAT et Monsieur Thierry SAMIN,
- **Comités des nominations** : Madame Marie-Aude LE GOYAT (Présidente), Monsieur Mathieu BRUNET et Monsieur Thierry SAMIN

2.6. Répartition du capital social

Nous vous précisons que le capital de la Société était détenu, au 30 juin 2023, à hauteur de 37.499.999 actions (99,99 %) par SOCIETE GENERALE et à hauteur de 1 action (0,01 %) par SOGEPARTS, Société appartenant au groupe SOCIETE GENERALE.

Le Conseil d'Administration

3. COMPTES SEMESTRIELS ARRETES AU 30 JUIN 2023

Société Générale SFH

COMPTES SEMESTRIELS

**BILAN
et HORS-BILAN**

3.1. BILAN ET HORS BILAN

Actif Passif

ACTIF

(En EUR)	30/06/2023	31/12/2022	30/06/2022
Caisse, banques centrales, comptes courants postaux (note 2)	20,038	21,665	24,936
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit (note 3)	47,464,036,677	46,495,407,462	47,342,579,461
A vue	51,246,794	65,445,742	55,785,734
A terme	47,412,789,883	46,429,961,720	47,286,793,727
Opérations avec la clientèle	-	-	-
Créances commerciales	-	-	-
Autres concours à la clientèle	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-	-
Crédit-bail et location avec option d'achat	-	-	-
Location simple	-	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-
Capital souscrit non versé	-	-	-
Actions propres	-	-	-
Autres actifs (note 4)	2,709,567	1,750,328	2,662,099
Comptes de régularisation (note 4)	63,850,333	69,004,799	78,429,520
Total	47,530,616,614	46,566,184,255	47,423,696,015

PASSIF

(En EUR)	30/06/2023	31/12/2022	30/06/2022
Banques centrales, Comptes courants postaux	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit (note 5)	40,126,210	48,852,154	46,934,420
A vue	-	-	-
A terme	40,126,210	48,852,154	46,934,420
Opérations avec la clientèle	-	-	-
Comptes d'épargne à régime spécial	-	-	-
A vue	-	-	-
A terme	-	-	-
Autres dettes	-	-	-
A vue	-	-	-
A terme	-	-	-
Dettes représentées par un titre (note 6)	46,646,379,040	45,691,702,466	46,590,387,673
Bons de caisse	-	-	-
Titres de marché interbancaires et titres de créances négociables	-	-	-
Emprunts obligataires	46,646,379,040	45,691,702,466	46,590,387,673
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-
Autres passifs (note 7)	11,148,544	18,795,535	7,405,792
Comptes de régularisation (note 7)	68,708,284	76,460,709	80,220,076
Provisions	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-
Fonds pour risques bancaires généraux	-	-	-
Capitaux propres (note 8)	764,254,536	730,373,391	698,748,055
Capital	375,000,000	375,000,000	375,000,000
Primes d'émission	-	-	-
Réserves	17,768,670	14,996,756	14,996,756
Ecart de réévaluation	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-
Subvention d'investissement	-	-	-
Report à nouveau	337,604,721	284,938,366	284,938,366
Résultat de l'exercice	33,881,145	55,438,269	23,812,933
Total	47,530,616,614	46,566,184,255	47,423,696,015

Résultat de l'exercice en centimes : 33,881,145.39

Total du bilan en centimes : 47,530,616,614.27

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

Hors Bilan
HORS BILAN

(En EUR)	30/06/2023	31/12/2022	30/06/2022
ENGAGEMENTS DONNES	-	-	-
Engagements de financement	-	-	-
Engagements en faveur d'établissement de crédit	-	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	-	-	-
Engagements de garantie	-	-	-
Engagements en faveur d'établissement de crédit	-	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	-	-	-
Engagements sur titres	-	-	-
Titres à livrer	-	-	-
Autres engagements donnés	-	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	-	-	-
Engagements de financement	-	-	-
Engagements reçus d'établissement de crédit	-	-	-
Engagements reçus de la clientèle	-	-	-
Engagements de garantie	-	-	-
Engagements reçus d'établissement de crédit	-	-	-
Engagements reçus de la clientèle	-	-	-
Engagements sur titres	-	-	-
Titres à recevoir	-	-	-
Autres engagements reçus	-	-	-
AUTRES ENGAGEMENTS	30/06/2023	31/12/2022	30/06/2022
Opérations en devises			
Engagements devises (achetées ou empruntées) à recevoir	-	-	-
Engagements devises (vendues ou prêtées) à donner	-	-	-
Engagements sur instruments financiers à terme	-	-	-
Autres engagements (note 12)			
Engagements donnés	-	-	-
Engagements reçus	55,806,338,515	51,859,177,041	52,999,876,658
Engagements douteux	-	-	-

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

**COMPTE DE
RESULTAT**

3.2. COMPTE DE RESULTAT

Compte De Resultat

COMPTE DE RESULTAT

(En EUR)	30/06/2023	31/12/2022	30/06/2022
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			
+ Intérêts et produits assimilés (note 9)	288,455,176	408,062,688	171,087,200
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	284,896,796	399,917,678	166,559,549
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	-	-	-
+ Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-
+ Autres intérêts et produits assimilés	3,558,380	8,145,009	4,527,651
- Intérêts et charges assimilés (note 9)	(234,077,616)	(317,128,721)	(130,671,021)
- Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	(3,558,380)	(10,034,565)	(6,417,060)
- Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	-	-	-
- Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	(230,519,235)	(307,094,156)	(124,253,961)
- Autres intérêts et charges assimilés	-	-	-
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	-	-	-
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	-	-	-
+ Produits sur opération de location simple	-	-	-
- Charges sur opérations de location simple	-	-	-
+ Revenus des titres à revenu variable	-	-	-
+ Commissions (produits)	-	-	-
- Commissions (charges)	-	-	-
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation	-	-	-
- Opérations sur titres de transaction	-	-	-
- Opérations de change	-	-	-
- Opérations sur instruments financiers	-	-	-
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés	-	-	-
- Plus ou moins value	-	-	-
- Dotations aux provisions et reprises	-	-	-
+ Autres produits d'exploitation bancaire	-	-	-
- Opérations faites en commun	-	-	-
+ Autres produits d'exploitation bancaire	-	-	-
- Autres produits non bancaires	-	-	-
- Autres charges d'exploitation bancaire	(3,535)	(66,798)	(5,287)
- Opérations faites en commun	-	-	-
- Autres charges d'exploitation bancaires	(3,535)	(66,798)	(5,287)
PRODUIT NET BANCAIRE	54,374,025	90,867,169	40,410,892
- Charges générales d'exploitation (note 10)	(8,366,420)	(15,330,380)	(8,064,615)
- Frais de personnel	-	-	-
- Autres frais administratifs	(8,366,420)	(15,330,380)	(8,064,615)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-	-
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	46,007,605	75,536,789	32,346,277
- Coût du risque	-	-	-
- Coût du risque sur établissement de crédit	-	-	-

- Coût du risque sur la clientèle	-	-	-
- Coût du risque sur portefeuille titres	-	-	-
- Autres opérations	-	-	-
RESULTAT D'EXPLOITATION	46,007,605	75,536,789	32,346,277
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-	-	-
- Immobilisations financières	-	-	-
- Immobilisations incorporelles	-	-	-
- Immobilisations corporelles	-	-	-
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	46,007,605	75,536,789	32,346,277
+ / - Résultat exceptionnel	-	-	-
- Impôt sur les bénéfices (note 11)	(12,126,460)	(20,098,520)	(8,533,344)
+ / - Dotation / reprises de FRBG et provisions réglementées	-	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	33,881,145	55,438,269	23,812,933

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

ANNEXE

3.3. ANNEXE

Note 1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes sociaux de la société Société Générale SFH ont été établis conformément aux dispositions définies par le règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales et bancaires d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE ET COMPARABILITE DES COMPTES

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

CHANGEMENT D'ESTIMATION

Aucun changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET LA CLIENTELE

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit; créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours pour la clientèle.

Une opération est classée dans la catégorie "au jour le jour" lorsque sa durée initiale est au plus égale à un jour ouvrable. Au-delà d'une durée initiale supérieure à un jour ouvrable, l'opération est classée dans la catégorie "à terme".

Les intérêts courus non échus sur ces créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation en fonction du risque encouru est constituée pour chacune d'elles. Aucune dépréciation n'a été constatée à l'arrêté.

CREANCES DOUTEUSES

Par application du règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, sont distingués comptablement les encours sains et les encours douteux.

Sont des encours douteux, les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes:

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour le crédit bail immobilier, neuf mois pour les créances sur des collectivités locales),
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement,
- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal correctionnel.

Par contagion, le classement d'un encours en douteux sur une contrepartie entraîne obligatoirement le déclassement de tous les engagements liés à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions (sauf cas de litiges ponctuels ou d'un risque de crédit dépendant de la solvabilité d'un tiers).

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations correspondant à la perte probable.

Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque ».

Aucune créance douteuse n'a été constatée dans les comptes de SG SFH à l'arrêté.

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET LA CLIENTELE

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour les opérations avec la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

Les dettes représentées par un titre correspondent à des obligations foncières et autres ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L.515-19 du Code monétaire et financier.

Les dettes représentées par un titre et plus précisément par une obligation foncière sont enregistrées pour leur valeur nominale. Les primes de remboursement et les primes d'émissions sont amorties linéairement sur la durée de vie des titres concernés. Elles figurent au bilan, dans les rubriques d'encours des types de dettes concernées.

L'amortissement de ces primes figure au compte de résultat dans les intérêts et charges sur obligations et titres à revenu fixe. Dans les cas d'émissions d'obligations au dessus du pair, l'étalement des primes d'émission vient en diminution des intérêts et charges assimilées sur obligations et titres à revenu fixe.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie de compte de résultat dans la rubrique "Intérêts et charges assimilées".

Au titre de l'article L.515-20 du Code monétaire et financier et de l'article 6 du règlement CRB n°99-10 du 27 juillet 1999, le montant total des éléments d'actif doit être à tout moment supérieur au montant des éléments de passif bénéficiant du privilège mentionné à l'article L.515-19 du dit Code monétaire et financier.

IMPOTS DIFFERES

La société utilise la faculté d'enregistrer des impôts différés dans ses comptes sociaux. Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales.

Les variations de l'exercice sont inscrites en compte de résultat dans le poste « impôt sur les bénéfices » et les stocks sont enregistrés au bilan dans le poste « compte de régularisation ».

PROVISIONS

Les provisions inscrites au passif du bilan sont comptabilisées conformément au règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014.

Les provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de manière précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie attendue.

Ces provisions couvrent des risques identifiés à l'actif, au passif du bilan et au hors bilan.

Les dotations et les reprises de provisions sont classées par nature dans les rubriques correspondantes du compte de résultat.

OPERATIONS EN DEVICES

Les opérations comptabilisées par la société sont essentiellement en euro.

OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

Les opérations de couverture portant sur des instruments financiers à terme de taux ou de devises sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014. Les engagements nominaux sur les instruments à terme sont présentés en hors bilan.

AUTRES ENGAGEMENTS

En l'absence de précision réglementaire sur les modalités de ventilation relative aux créances remises en pleine propriété à titre de garantie, les créances reçues par SG SFH en garantie des prêts accordés sont enregistrées en hors-bilan dans un compte de garantie reçue.

FRAIS DE PERSONNEL - AVANTAGES DU PERSONNEL SG SFH n'emploie pas de salarié et n'a aucun engagement de retraite ni de charges sociales.

CHARGE FISCALE

La Société Société Générale SFH est intégrée fiscalement dans le groupe SOCIETE GENERALE depuis le 01/01/2008.

Le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 25.83% et de 0% pour les plus-values à long terme sous réserve de la taxation d'une quote-part de frais et charges de 1.66%. Les sociétés françaises sont soumises sur la base de l'impôt dû avant imputation des crédits d'impôt, à une Contribution Sociale sur les bénéfices des sociétés de 3.3%. SG SFH, constate comptablement la charge relative à la contribution sociale de solidarité, l'année à laquelle elle se rapporte. Cette contribution n'étant déductible fiscalement qu'au moment de

son décaissement (année N+1), SG SFH enregistre un impôt différé actif, correspondant à l'économie d'impôt sur les sociétés qui sera réalisée l'année du paiement de la contribution sociale de solidarité. Cet impôt différé actif est repris comptablement l'exercice suivant.

RESULTAT EXCEPTIONNEL

La rubrique "Résultat exceptionnel" comprend les produits et charges encourus par SG SFH dont la survenance revêt un caractère exceptionnel soit par leur nature soit par leur montant. Ils sont le plus souvent générés par des événements exogènes à l'activité de SG SFH.

TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIEES

Conformément au règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, la société Société Générale SFH ne donne pas d'information en annexe pour tout ou partie des raisons suivantes :

- les transactions effectuées ont été conclues à des conditions normales de marché ;
- les transactions effectuées concernent des opérations avec sa société mère, les filiales qu'elle détient (directement ou indirectement) en quasi-totalité ou entre ses filiales détenues en quasi-totalité.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Au cours de l'année 2023, Société Générale SFH a procédé aux opérations suivantes :

Société Générale SFH a conclu les prêts collatéralisés et émissions d'OFH en date valeur 24.02.2023 :

- Emission de la série n° 119 d'OFH de maturité 24 Février 2026, pour un montant nominal total de 750 millions d'euros - et souscrite par des investisseurs externes au groupe SOCIETE GENERALE, à taux fixe 3.125 %.
- Prêt collatéralisé n° 108, pour un montant nominal total de 750 millions d'euros, date de maturité 24 Février 2026 à taux fixe 3.325 %.
- Emission de la série n° 120 d'OFH de maturité 24 Février 2033, pour un montant nominal total de 1 500 millions d'euros et souscrite par des investisseurs externes au groupe SOCIETE GENERALE, à taux fixe 3.125 %.
- Prêt collatéralité n° 109, pour un montant nominal total de 1 500 millions d'euros, date maturité 24 Février 2032 à taux fixe 3.325%.
- Remboursement anticipé total d'une OFH retained, série 79, de 750MEUR ainsi que le prêt correspondant (n°68) pour le même montant.
- Remboursement anticipé total d'une OFH retained, série 107, de 1 500MEUR ainsi que le prêt correspondant (n°96) pour le même montant.

Société Générale SFH a conclu les prêts collatéralisés et émissions d'OFH en date valeur 11.05.2022:

- Emission de la série n° 121 d'OFH de maturité 11 mai 2026, pour un montant nominal total de 1 000 millions d'euros et souscrite souscrite entièrement par SOCIETE GENERALE, à taux fixe 3.310 %.
- Emission de la série n° 122 d'OFH de maturité 11 mai 2027, pour un montant nominal total de 750 millions d'euros souscrite entièrement par SOCIETE GENERALE, à taux fixe 3.330 %.
- Emission de la série n° 123 d'OFH de maturité 11 mai 2033, pour un montant nominal total de 1 000 millions d'euros souscrite entièrement par SOCIETE GENERALE, à taux fixe 3.500 %.
- Prêt collatéralité n° 110, pour un montant nominal total de 1 000 millions d'euros, date maturité 11 mai 2026 à taux fixe 3.510 %.
- Prêt collatéralité n° 111, pour un montant nominal total de 750 millions d'euros, date maturité 11 mai 2027 à taux fixe 3.530 %.
- Prêt collatéralité n° 112, pour un montant nominal total de 1 000 millions d'euros, date maturité 11 mai 2033 à taux fixe 3.700 %.

Aussi Société Générale SFH a procédé aux opérations suivantes :

- SG SFH a replacé ses fonds propres à taux négatifs sur 3 mois du 31/12/2022 au 31/03/2023 pour un montant total de 690 millions d'euros, à taux fixe 2.3 % (LNB5954980).

- SG SFH a remplacé ses fonds propres à taux négatifs sur 3 mois du 31/03/2023 au 30/06/2023 pour un montant total de 690 millions d'euros, à taux fixe 3.14 % (LNB6345149).
- SG SFH a remplacé ses fonds propres à taux positif sur 3 mois du 30/06/2023 au 29/09/2023 pour un montant total de 730 millions d'euros, à taux fixe 3.70% (LNB6732810).

Dans le cadre de la loi votée par le gouvernement le 24 juillet 2019 concernant la modification de la trajectoire de baisse de l'impôt, le taux normal de l'impôt sur les sociétés en 2023 sera de 25.83% (pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 250 MEUR (25% + contribution additionnelle).

Taux d'impôt (y compris contribution additionnelle)	2020	2021	2022 et au-delà
Taux standard	28.92%	27.37%	25.83%
Taux réduit	3.47%	3.28%	3.10%
Taux standard si CA > 250MEUR si adoption en l'état du projet de loi de finances 2020	32.02%	28.41%	25.83%
Taux réduit si CA > 250 MEUR si adoption en l'état du projet de loi de finances 2020	3.84%	3.41%	3.10%

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Société Générale SFH a conclu les prêts collatéralisés et émissions d'OFH en date valeur 17.07.2023:

- Emission de la série n° 124 d'OFH de maturité 31/07/2026, pour un montant nominal total de 1 250 millions d'euros et souscrite entièrement par SOCIETE GENERALE, à taux fixe 3.625%.
- Emission de la série n° 125 d'OFH de maturité 31/07/2030, pour un montant nominal total de 1 250 millions d'euros souscrite entièrement par SOCIETE GENERALE, à taux fixe 3.375%.
- Prêt collatéralité n° 113, pour un montant nominal total de 1 250 millions d'euros, date maturité 31/07/2026 à taux fixe 3.825 %.
- Prêt collatéralité n° 114, pour un montant nominal total de 1 250 millions d'euros, date maturité 31/07/2030 à taux fixe 3.575 %.
- Remboursement anticipé total d'une OFH retained, série 40, de 250MEUR ainsi que le prêt correspondant (n°29) pour le même montant.
- Remboursement anticipé total d'une OFH retained, série 121, de 1 000MEUR ainsi que le prêt correspondant (n°110) pour le même montant.
- Remboursement anticipé total d'une OFH retained, série 48, de 1 000MEUR ainsi que le prêt correspondant (n°37) pour le même montant.
- Remboursement anticipé total d'une OFH retained, série 100, de 1 000MEUR ainsi que le prêt correspondant (n°89) partielle, pour le montant 250M EUR.

**INFORMATIONS
BILAN ET
RESULTAT**

3.4. INFORMATIONS SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT

Operations Interbancaires Et Assimilees

Note 2

OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES

(En EUR)	30/06/2023	31/12/2022	30/06/2022
Caisses			
Banques centrales	20,038	21,665	24,936
Comptes courants postaux			
Total	20,038	21,665	24,936

Creances Sur Les Etablissements De Credit**Note 3**

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

(En EUR)	30/06/2023	31/12/2022	30/06/2022
Comptes et prêts	47,464,036,677	46,495,407,462	47,342,579,461
A vue :	51,246,794	65,445,742	55,785,734
Comptes ordinaires	51,246,794	65,445,742	55,785,734
Prêts et comptes au jour le jour			
Valeurs reçues en pension au jour le jour			
A terme :	47,412,789,883	46,429,961,720	47,286,793,727
Prêts et comptes à terme	47,412,789,883	46,429,961,720	47,286,793,727
Prêts subordonnés et participatifs			
Valeurs reçues en pension à terme			
Créances rattachées			
Créances douteuses			
Total brut	47,464,036,677	46,495,407,462	47,342,579,461
Dépréciations			
Total net	47,464,036,677	46,495,407,462	47,342,579,461
Titres reçus en pension			
Créances rattachées			
Total	47,464,036,677	46,495,407,462	47,342,579,461

Autres Actifs Et Comptes De Regularisation**Note 4**

1 - AUTRES ACTIFS ET COMPTES DE REGULARISATION

(En EUR)		30/06/2023	31/12/2022	30/06/2022
Autres actifs :	Sous-total	2,709,567	1,750,328	2,662,099
Compte courant SG impôt groupe				
Débiteurs divers		2,709,567	1,750,328	2,662,099
Comptes de régularisation :	Sous-total	63,850,333.000	69,004,799	78,429,520
Charges comptabilisées d'avance		62,206,180	66,380,022	74,851,245
Etalement des primes d'émission		35,182,485	33,332,810	35,193,420
Etalement soultte pret		27,023,694	32,982,675	39,655,307
Autres charges comptabilisées d'avance		-	64,537	2,517
Produits à recevoir		-	-	-
Créances sur les établissements de crédit				
Opérations avec la clientèle				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
Participations et autres titres détenus à long terme				
Parts dans les entreprises liées				
Opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat				
Opérations de location simple				
Immobilisations corporelles et incorporelles				
Actions propres				
Autres actifs				
Comptes de régularisation				
Impôts différés				
Autres comptes de régularisation		1,644,153	2,624,777	3,578,275
	Total brut	66,559,900	70,755,127	81,091,619
Dépréciations				
	Total net	66,559,900	70,755,127	81,091,619

Dettes Envers Les Etablissements De Credit**Note 5**

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

(En EUR)	30/06/2023	31/12/2022	30/06/2022
Dettes à vue :	-	-	-
Dépôts et comptes ordinaires			
Comptes et emprunts au jour le jour			
Valeurs données en pension au jour le jour			
Dettes à terme :	40,126,210	48,852,154	46,934,420
Emprunts et comptes à terme	40,126,210	48,852,154	46,934,420
Valeurs données en pension à terme			
Dettes rattachées			
Titres donnés en pension			
Total	40,126,210	48,852,154	46,934,420

Dettes Représentées Par Un Titre**Note 6**

DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

<i>(En EUR)</i>	30/06/2023	31/12/2022	30/06/2022
Bons de caisse			
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables			
Emprunts obligataires	46,490,000,000	45,490,000,000	46,490,000,000
Autres dettes représentées par un titre			
Sous-total	46,490,000,000	45,490,000,000	46,490,000,000
Dettes rattachées	156,379,040	201,702,466	100,387,673
Total	46,646,379,040	45,691,702,466	46,590,387,673

Autres Passifs Et Comptes De Regularisation**Note 7**

AUTRES PASSIFS ET COMPTES DE REGULARISATION

(En EUR)	30/06/2023	31/12/2022	30/06/2022
Opérations sur titres	-	-	-
Dettes et titres empruntés			
Autres dettes de titres			
Autres passifs	11,148,544	18,795,535	7,405,791
Compte courant SG impôt groupe	11,145,836	18,013,855	7,402,177
Versement restant à effectuer sur titres			
Créditeurs divers	2,708	-	3,520
Dettes rattachées sur les intérêts de prêts et emprunts		781,632	-
Valeur ajoutée fiscale sur provision Expense (TVA)		48	94
Comptes de régularisation	68,708,284	76,460,709	80,220,077
Charges à payer	6,507,703	10,154,166	5,383,691
Dettes envers les établissements de crédit	6,507,703	10,154,166	5,383,691
Opérations avec la clientèle			
Dettes représentées par un titre			
Autres passif			
Comptes de régularisation			
Dettes subordonnées			
Impôts différés			
Produits constatés d'avance	62,200,581	66,306,543	74,836,386
Autres produits constatés d'avance	62,200,581	66,306,543	74,836,386
Autres comptes de régularisation			
Total	79,856,828	95,256,244	87,625,868

Evolution Des Capitaux Propres**Note 8****1 - EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES***(En EUR)*

Affectation du résultat de l'exercice précédent	30/06/2023
Origine :	340,376,635
Report à nouveau antérieur	284,938,366
Résultat de la période	55,438,269
Prélèvement sur les réserves	
Autres mouvements	
Affectation (1) :	340,376,635
Réserve légale	2,771,913
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartitions	
Report à nouveau	337,604,722

^(1) La variation des postes de réserves et de report à nouveau par rapport à l'exercice précédent résulte de l'affectation du résultat au 31 décembre 2022 décidée par l'assemblée générale ordinaire en date du 17 mai 2023.

2 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est composé de 37500 000 actions de 10 € de nominal, entièrement libérées.

3 - VENTILATION DES RESERVES*(En EUR)*

	Montant
Réserve légale	17,768,670
Réserves statutaires	
Autres réserves	
Total	17,768,670

Variation Des Capitaux Propres**Note 8 (suite)**

4 - VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(En EUR)	30/06/2022	Augmentation	Diminution	31/12/2022	Augmentation	Diminution	30/06/2023
Capital	375,000,000			375,000,000			375,000,000
Primes d'émission	-			-			-
Réserves	14,996,756.00			14,996,756.55	2,771,913.45		17,768,670.00
Ecart de réévaluation	-			-			-
Provisions règlementées	-			-			-
Subvention d'investissement	-			-			-
Report à nouveau	284,938,366			284,938,366	52,666,355		337,604,721
Résultat de l'exercice	23,812,933	31,625,336		55,438,269	33,881,145	55,438,269	33,881,145
Distribution							-
Total	698,748,055			730,373,391	89,319,413	55,438,269	764,254,536

Produits Et Charges D'interets**Note 9**

1 - PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

(En EUR)	Charges	Produits	Net 2023	Net fin 2022	Net mi 2022
Sur opérations avec les établissements de crédit :	3,558,380	284,896,796	281,338,416	389,883,113	160,142,489
Opérations avec les banques centrales, les comptes courants postaux et les étés de crédit	3,558,380	284,896,796	281,338,416	389,883,113	160,142,489
Titres et valeurs reçus en pension					
Autres					
Sur opérations avec la clientèle :	-	-	-	-	-
Créances commerciales					
Autres concours à la clientèle					
Comptes ordinaires débiteurs					
Titres et valeurs reçus en pension					
Autres					
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	230,519,235	-	(230,519,235)	(307,094,156)	(124,253,961)
Sur dettes subordonnées					
Autres intérêts et produits ou charges assimilés	-	3,558,380	3,558,380	8,145,009	4,527,651
Total	234,077,615	288,455,176	54,377,561	90,933,966	40,416,179

2 - REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE

(En EUR)	Net 2023	Net fin 2022	Net mi 2022
Dividendes sur actions et autres titres à revenu variable			
Dividendes sur titres de participation et autres titres à long terme			
Part dans les entreprises liées			
Autres			
Total	-	-	-

Charges Generales D'exploitation**Note 10**

1 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(En EUR)	2023	Fin 2022	Mi 2022
Frais de personnel	-	-	-
Salaires et traitements			
Charges sociales et fiscales sur rémunérations			
Autres			
Autres frais administratifs	(8,366,420)	(15,330,380)	(8,064,615)
Impôts et taxes	(1,550,016)	(3,587,257)	(1,702,418)
Services extérieurs	(6,816,404)	(11,743,123)	(6,362,197)
Autres			
Total	(8,366,420)	(15,330,380)	(8,064,615)

[1] SG SFH n'emploie pas de personnel salarié et n'a aucun engagement de retraite ni de charges sociales

Effectif Moyen
Note 10 (suite)

2 - EFFECTIF MOYEN

			2023	Fin 2022	Mi 2022
	France	Etranger			
Cadres			-		
Non cadres			-		
Total			-	-	-

3 - REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Aucune rémunération n'a été allouée à l'organe de direction.

Impôts Sur Les Benefices**Note 11**

1 - IMPOTS SUR LES BENEFICES

(En EUR)	2023	Fin 2022	Mi 2022
Charge fiscale courante	11,145,836	18,013,007	7,401,329
Charge fiscale différée	980,624	2,085,513	1,132,015
Total	12,126,460	20,098,520	8,533,344

2 - VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

(En EUR)	Résultat avant impôts	Retraitements	Incidence impôt sur les sociétés			Résultat après impôt
			Impôts brut (1)	Avoir fiscal crédit d'impôt	Impôt net imputé	
Ventilation résultats						
1 - Taxé au taux normal	46,007,605		11,145,836		11,145,836	34,861,769
2 - Taxé au taux réduit ou non taxable					-	-
I. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (1 + 2)	46,007,605	-	11,145,836	-	11,145,836	34,861,769
3 - Taxé au taux normal					-	-
4 - Taxé au taux réduit ou non taxable					-	-
II. COUT DU RISQUE (3 + 4)		-	-	-	-	-
III. RESULTAT D'EXPLOITATION (I + II)	46,007,605	-	11,145,836	-	11,145,836	34,861,769
5 - Taxé au taux normal					-	-
6 - Taxé au taux réduit ou non taxable					-	-
IV. +/- GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES (5 + 6)		-	-	-	-	-
V. RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (III + IV)	46,007,605	-	11,145,836	-	11,145,836	34,861,769
VI. RESULTAT EXCEPTIONNEL					-	-
DOTATION NETTES AUX PROVISIONS REGLEMENTEES					-	-
IMPOT COURANT			11,145,836		11,145,836	
IMPOT DIFFERE		980,624	980,624		980,624	(980,624)
CREDIT D'IMPOT COMPTABILISE					-	-
CONTRIBUTIONS					-	-
AUTRES (à préciser)					-	-
RESULTAT NET	46,007,605	980,624	12,126,460		12,126,460	33,881,145

(1) Signes : l'impôt est signé en + pour une dette et en - pour une créance

**ENGAGEMENTS FINANCIERS,
AUTRES INFORMATIONS**

3.5. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Operations Non Inscrites Au Bilan

Note 12

OPERATIONS NON INSCRITES AU BILAN

Conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures. Cette annexe regroupe les informations sur les engagements financiers et opérations qui ne figurent pas au bilan.

1 - ENGAGEMENTS HORS-BILAN COMPTABILISES

1.1 - HORS-BILAN - ENGAGEMENTS RECUS ET DONNES

(En EUR)	Nature	30/06/2023
Engagements donnés :		
Engagements de financement :		
	En faveur d'établissements de crédit	-
	En faveur de la clientèle	-
Engagements de garantie :		
	D'ordre d'établissements de crédit	-
	D'ordre de la clientèle	-
Engagements reçus :		
Engagements de financement :		
	D'établissements de crédit	-
	De la clientèle	-
Engagements de garantie :		
	D'établissements de crédit	-
	De la clientèle	-

1.2 - HORS-BILAN - ENGAGEMENTS SUR TITRES

(En EUR)	Nature	30/06/2023
Titres à livrer		
		-
Titres à recevoir		
		-

1.3 - HORS-BILAN - ENGAGEMENTS DOUTEUX

1.4 - HORS-BILAN - AUTRES ENGAGEMENTS

PPI en garantie par SG

55,806,338,515

Emplois Et Ressources Ventiles Selon La Duree Restant A Courir**Note 14**

EMPLOIS ET RESSOURCES VENTILES SELON LA DUREE RESTANT A COURIR

(En EUR)	Durée restant à courir au 30 juin 2023				Total
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	
EMPLOIS					
Créances sur les établissements de crédit	994,036,677	3,830,000,000	16,630,000,000	26,010,000,000	47,464,036,677
Opérations avec la clientèle					-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-
Titres de transaction					-
Titres de placement					-
Titres d'investissement					-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-
Titres de transaction					-
Titres de placement					-
Titres d'investissement					-
RESSOURCES					
Dettes envers les établissements de crédit	40,126,210				40,126,210
Opérations avec la clientèle					-
Dettes représentées par un titre	906,379,040	3,100,000,000	16,630,000,000	26,010,000,000	46,646,379,040

Identite De La Societe Consolidante**Note 15**

IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE

Les comptes annuels de la SA SG SFH sont inclus selon a méthode de l'intégration globale dans le périmètre de consolidation de :

SA SOCIETE GENERALE - 29 boulevard Haussmann 75009 PARIS

En conséquence, la société est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés ainsi qu'un rapport de gestion consolidé.

Integration Fiscale**Note 16**

INTEGRATION FISCALE

La Société SOCIETE GENERALE SFH est intégrée fiscalement dans le groupe SOCIETE GENERALE depuis le 01/01/2008

Son résultat fiscal ayant servi de base de calcul à l'impôt est le suivant :

Bénéfice à court terme de €	43,159,092 €
-----------------------------	--------------

Du fait de l'intégration fiscale, une dette de 11,145,836 € envers la société mère a été comptabilisée en compte courant SG au bilan par contrepartie au compte de résultat du poste impôt sur les bénéfices.

Informations Concernant Les Entreprises Liees**Note 17****INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES**

Le présent état concerne les entreprises liées, c'est-à-dire celles susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable et les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (sociétés détenues entre 10 et 50 %).

(En EUR)	30/06/2023	Part entreprises liées
Postes de l'actif	47,530,596,577	47,497,017,217
Créances sur les établissements de crédit	47,464,036,677	47,464,036,677
Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations		
Autres actifs et comptes de régularisation	66,559,900	32,980,540
Postes du passif	46,766,362,078	26,334,569,262
Dettes envers les établissements de crédit	40,126,210	40,126,210
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre	46,646,379,040	26,253,595,593
Autres passifs et comptes de régularisation	79,856,828	40,847,459
Provisions et subventions d'investissement		
Dettes subordonnées		
Postes du hors bilan	55,806,338,515	55,806,338,515
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Autres engagements		
Engagements douteux		
Autres engagements		
Autres engagements donnés		

Autres engagements recus	55,806,338,515	55,806,338,515
Postes du compte de résultat		
Intérêts et produits assimilés	288,455,176	284,896,796
Revenus des titres à revenu variable		
Produits de commissions		
Intérêts et charges assimilées	(234,077,616)	(119,210,558)
Charges de commissions	(3,535)	-
Autres (à détailler si significatif)	(8,366,420)	(5,625,889)

Honoraires Des Commissaires Aux Comptes**Note 18**

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires HT de la lettre de mission de notre (nos) commissaire(s) aux comptes, au titre de l'exercice 2023, s'élèvent à :

DELOITTE & ASSOCIES	:	38,540.00 €
ERNST & YOUNG	:	38,540.00 €

Tableau Des Flux De Trésorerie

Note 19

(en milliers d'euros)	30/06/2023	31/12/2022
ACTIVITES D'EXPLOITATION		
Résultat de l'exercice	33,881	55,438
Retraitements du résultat, liés aux opérations d'exploitation		
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		
Dotations nettes aux dépréciations/clientèle et établissements de crédit		
Dotations nettes aux dépréciations/titres de placement		
Dotations nettes aux provisions/crédit		
Gains nets sur la cession d'immobilisations		
Autres mouvements sans décaissement de trésorerie	981	2,086
Flux de trésorerie sur prêts aux établissements de crédit et à la clientèle	(982,760)	(4,224,116)
Flux de trésorerie sur titres de placement		
Flux de trésorerie sur titres d'investissement		
Flux sur autres actifs	(529)	(403)
Flux sur dettes/établissements de crédit et clientèle	(12,372)	(671,626)
Emissions nettes d'emprunts		
Flux sur autres passifs	(8,078)	8,562
Trésorerie nette utilisée par les activités d'exploitation	(968,877)	(4,830,059)
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		
Flux liés à la cession de :	-	-
- Actifs financiers	-	-
- Immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Décaissements pour l'acquisition de :	-	-
- Actifs financiers	-	-
- Immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Flux net provenant d'autres activités d'investissement	-	-
Trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement	-	-
ACTIVITES DE FINANCEMENT		
Flux de trésorerie due à l'émission d'actions	-	-
Dividendes versés	-	-
Emissions nettes de dettes subordonnées	-	-
Autres	954,677	4,161,855
Trésorerie nette due aux activités de financement	954,677	4,161,855
TOTAL ACTIVITES	(14,201)	(668,204)
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE		
Trésorerie à l'ouverture	65,467	733,670
Trésorerie à la clôture	51,267	65,467
Net	(14,201)	(668,203)
Caisse et banques centrales	20	21

Opérations à vue avec les établissements de crédit	51,247	65,445
TOTAL	51,267	65,465

Le tableau des flux de trésorerie analyse l'évolution des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, des activités d'investissement et des activités de financement entre deux exercices financiers.

Les activités de financement représentent les Emprunts Obligataires.

Le TFT a été établi conformément aux règles applicables au règlement 2014-07 du Comité de la réglementation bancaire applicable aux établissements de crédit, ainsi qu'aux principes comptables généralement admis dans la profession bancaire française

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

DELOITTE & ASSOCIES

6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense cedex
S.A.S. au capital de € 2 188 160
572 028 041 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Société Générale SFH

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2023

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de Société Générale SFH, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de la société.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Paris-La Défense, le 27 septembre 2023

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG et Autres

DELOITTE & ASSOCIES

Vanessa Jolivalt

Maud Monin

5. LISTE DES OBLIGATIONS DE FINANCEMENT DE L'HABITAT EN VIE AU 30 JUIN 2023

Le régime juridique de ces obligations relève du droit français. Il appartient aux porteurs d'OFH de déterminer l'éligibilité de ces obligations à leur ratio LCR selon les critères définis dans le Règlement Délégué (UE) 2015/61 relatif au LCR du 10 octobre 2014 relatif au LCR du 10 octobre 2014.

ISIN	Série	Devise	Encours	Date d'émission	Date de maturité	Date de maturité étendue	Type de taux d'intérêt	Taux
FR0011519933	30	EUR	90 000 000	19/06/2013	19/06/2028	19/06/2029	Variable	EIBEUR3M
FR0011859495	32	EUR	750 000 000	29/04/2014	29/04/2024	N/A	Fixe	2,000%
FR0012697886	35	EUR	500 000 000	06/05/2015	27/02/2029	27/02/2030	Fixe	0,590%
FR0012697894	36	EUR	500 000 000	06/05/2015	27/02/2029	27/02/2030	Fixe	0,590%
FR0012697928	39	EUR	500 000 000	06/05/2015	28/07/2025	28/07/2026	Fixe	0,360%
FR0012697936	40	EUR	250 000 000	06/05/2015	26/08/2026	26/08/2027	Fixe	0,430%
FR0012697944	41	EUR	500 000 000	06/05/2015	26/08/2026	26/08/2027	Fixe	0,430%
FR0012697951	42	EUR	500 000 000	06/05/2015	27/09/2027	27/09/2028	Fixe	0,500%
FR0012697969	43	EUR	500 000 000	06/05/2015	27/09/2027	27/09/2028	Fixe	0,500%
FR0012697977	44	EUR	910 000 000	06/05/2015	26/10/2028	26/10/2029	Fixe	0,570%
FR0012697985	45	EUR	500 000 000	06/05/2015	26/10/2028	26/10/2029	Fixe	0,570%
FR0012843118	48	EUR	1 000 000 000	17/07/2015	17/07/2030	17/07/2031	Fixe	1,850%
FR0013058930	50	EUR	250 000 000	27/11/2015	27/11/2023	27/11/2024	Fixe	0,750%
FR0013184231	53	EUR	1 500 000 000	24/06/2016	24/06/2031	24/06/2032	Fixe	1,150%
FR0013215563	57	EUR	500 000 000	27/10/2016	27/10/2024	27/10/2025	Fixe	0,223%
FR0013215597	56	EUR	250 000 000	27/10/2016	27/10/2023	27/10/2024	Fixe	0,089%
FR0013232071	60	EUR	750 000 000	23/01/2017	23/01/2024	23/01/2025	Fixe	0,250%
FR0013259413	61	EUR	750 000 000	02/06/2017	02/06/2025	02/06/2026	Fixe	0,500%
FR0013287299	65	EUR	1 000 000 000	18/10/2017	18/10/2027	18/10/2028	Fixe	0,750%
FR0013304565	70	EUR	500 000 000	19/12/2017	19/12/2024	19/12/2025	Fixe	0,400%
FR0013310240	73	EUR	750 000 000	19/01/2018	19/01/2028	19/01/2029	Fixe	0,750%
FR0013345048	74	EUR	750 000 000	28/06/2018	28/01/2026	28/01/2027	Fixe	0,500%
FR0013349719	77	EUR	500 000 000	17/07/2018	17/07/2024	17/07/2025	Fixe	0,410%
FR0013358496	81	EUR	750 000 000	11/09/2018	11/09/2023	11/09/2024	Fixe	0,250%
FR0013383585	82	EUR	750 000 000	30/11/2018	30/01/2025	30/01/2026	Fixe	0,500%
FR0013387776	83	EUR	500 000 000	19/12/2018	19/12/2023	19/12/2024	Fixe	0,420%
FR0013398831	85	EUR	1 000 000 000	29/01/2019	29/01/2027	29/01/2028	Fixe	0,750%
FR0013429362	92	EUR	500 000 000	27/06/2019	27/06/2027	27/06/2028	Fixe	0,280%
FR0013434321	93	EUR	1 000 000 000	18/07/2019	18/07/2029	18/07/2030	Fixe	0,125%
FR0013455573	95	EUR	500 000 000	28/10/2019	28/10/2030	28/10/2031	Fixe	0,360%
FR0013481207	97	EUR	1 000 000 000	11/02/2020	11/02/2030	11/02/2031	Fixe	0,010%
FR0013507084	99	EUR	250 000 000	16/04/2020	16/04/2029	16/04/2030	Fixe	0,370%
FR0013507092	100	EUR	1 000 000 000	16/04/2020	16/04/2030	16/04/2031	Fixe	0,460%
FR0013507100	98	EUR	500 000 000	16/04/2020	16/04/2024	16/04/2025	Fixe	0,000%
FR0013510518	101	EUR	40 000 000	14/05/2020	14/05/2025	14/05/2026	Fixe	0,000%
FR0014000A59	103	EUR	1 000 000 000	27/10/2020	24/06/2031	24/06/2032	Fixe	0,000%
FR0014001QL5	104	EUR	750 000 000	05/02/2021	05/02/2031	05/02/2032	Fixe	0,010%
FR0014002EF1	105	EUR	1 000 000 000	15/03/2021	15/03/2036	15/03/2037	Fixe	0,570%
FR00140045Q2	106	EUR	500 000 000	23/06/2021	23/06/2035	23/06/2036	Fixe	0,650%
FR0014005DT7	107	EUR	1 000 000 000	14/09/2021	14/09/2032	14/09/2033	Fixe	0,280%
FR0014005DU5	108	EUR	750 000 000	14/09/2021	14/09/2033	14/09/2034	Fixe	0,360%
FR00140067I3	109	EUR	750 000 000	29/10/2021	29/10/2029	29/10/2030	Fixe	0,010%
FR0014006UI2	110	EUR	1 500 000 000	02/12/2021	02/12/2026	02/12/2027	Fixe	0,010%
FR0014008066	111	EUR	1 250 000 000	02/02/2022	02/02/2029	02/02/2030	Fixe	0,125%
FR00140081U9	87	EUR	100 000 000	18/04/2019	18/04/2024	18/04/2025	Fixe	0,140%
FR0014009S92	112	EUR	100 000 000	21/04/2022	21/04/2037	21/04/2038	Fixe	1,603%
FR001400A2T9	114	EUR	1 250 000 000	05/05/2022	05/05/2034	05/05/2035	Fixe	1,750%
FR001400A2U7	113	EUR	1 750 000 000	05/05/2022	05/05/2028	05/05/2029	Fixe	1,375%
FR001400AKQ4	115	EUR	1 500 000 000	27/05/2022	27/05/2030	27/05/2031	Fixe	1,620%
FR001400AKS0	116	EUR	1 500 000 000	27/05/2022	27/05/2031	27/05/2032	Fixe	1,700%
FR001400AKT8	117	EUR	3 500 000 000	27/05/2022	27/05/2032	27/05/2033	Fixe	1,980%
FR001400DHZ5	118	EUR	1 500 000 000	28/10/2022	28/10/2025	28/10/2026	Fixe	3,000%
FR001400FZ73	119	EUR	750 000 000	24/02/2023	24/02/2026	24/02/2027	Fixe	3,125%
FR001400FZ81	120	EUR	1 500 000 000	24/02/2023	24/02/2032	24/02/2033	Fixe	3,125%
FR001400HTQ0	122	EUR	750 000 000	11/05/2023	11/05/2027	11/05/2028	Fixe	3,330%
FR001400HV00	121	EUR	1 000 000 000	11/05/2023	11/05/2026	11/05/2027	Fixe	3,310%
FR001400HV26	123	EUR	1 000 000 000	11/05/2023	11/05/2033	11/05/2034	Fixe	3,500%
TOTAL		EUR	46 490 000 000					

6. GLOSSAIRE DES PRINCIPAUX TERMES TECHNIQUES UTILISES

Tableau des acronymes

Acronyme	Définition
CRD IV	Capital Requirements Directive IV
CRR	Capital Requirements Regulation
LCR	Liquidity Coverage Ratio
OFH	Obligation de Financement de l'Habitat
PPI	Prêt Personnel Immobilier
SFH	Société de Financement de l'Habitat

Glossaire

Asset Cover Test : ratio entre l'encours des prêts immobiliers résidentiels transférés à titre de garantie et le montant des avances faites au titre du contrat de prêt entre Société Générale SFH et Société Générale.

Collatéral : actif transférable ou garantie apportée, servant de sûreté au remboursement d'un prêt dans le cas où le bénéficiaire de ce dernier ne pourrait pas satisfaire à ses obligations de paiement.

Covered Bond : Obligation garantie par du Collatéral bénéficiant d'un privilège légal destiné à garantir le remboursement des titres souscrits par les porteurs.

Cover Pool : Portefeuille d'actifs éligibles destiné à couvrir le risque de crédit pris par les porteurs d'OFH.

CRD IV/CRR : la directive 2013/36/UE (CRD IV) et le règlement (UE) no 575/2013 (CRR), tel que modifié régulièrement.

Emission retained : émission souscrite par SOCIETE GENERALE.

Notation : évaluation, par une agence de notation financière (Moody's ou Fitch Ratings pour Société Générale SFH), du risque de solvabilité financière d'un émetteur ou d'une opération donnée (Covered Bonds).

Label « obligation garantie européenne de qualité supérieure » (ou « premium ») : label réservé aux obligations garanties respectant les exigences établies dans les dispositions du droit national transposant la directive et celles de l'article 129 du CRR. Les obligations bénéficiant du label bénéficient d'un traitement prudentiel plus favorable pour les établissements bancaires investisseurs, avec une pondération préférentielle de 10% contre 20% pour les obligations garanties ne bénéficiant pas du label.

Obligation de financement de l'habitat (OFH) : Obligation émise par des sociétés de financement de l'habitat et bénéficiant du privilège défini à l'article L.513-11 du Code monétaire et financier afin de financer des opérations mentionnées à l'article L.513-29 du Code monétaire et financier.

Obligation : une obligation est une fraction d'un emprunt, émis sous la forme d'un titre, qui est négociable et qui, dans une même émission, confère les mêmes droits de créance sur l'émetteur pour une même valeur nominale.

Obligation « hard bullet » : Obligation dont la maturité ne peut pas être étendue ni anticipée.

Obligation « soft bullet » : Obligation dont la maturité initiale peut être étendue dans des conditions contractuellement définies par les termes et conditions de l'émission considérée.

Prematurity test : mécanisme de protection contre le risque de liquidité requis par les agences de notation dont l'activation est dépendante de la notation court terme de la banque sponsor de l'émetteur Il s'agit d'une réserve en liquidité constituée par l'émetteur.

Ratio de couverture : ratio réglementaire défini à l'article L.513-12 du Code monétaire et financier Il correspond au rapport du total des éléments d'actifs remis en pleine propriété à titre de garantie, le cas échéant après pondération, y compris les valeurs de remplacement, sur le total des ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L.513-11 du Code monétaire et financier (ressources dites privilégiées).

Ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio) : ce ratio vise à favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité d'une banque Le LCR oblige les établissements de crédit à détenir un stock d'actifs sans risque, liquidable facilement sur les marchés, pour faire face aux paiements des flux sortants nets des flux entrants pendant trente jours de crise, sans soutien des banques centrales (Source : texte bâlois de décembre 2010).

Risque de crédit : risque de pertes résultant de l'incapacité des clients de l'établissement de crédit, d'émetteurs ou d'autres contreparties à faire face à leurs engagements financiers.

Risque de liquidité : risque de ne pas pouvoir faire face à ses flux de trésorerie sortants ou à ses besoins de collatéral dans le cadre des appels de marge au moment où ils sont dus et à un coût raisonnable.

Risque opérationnel (y compris le risque comptable et environnemental) : risque de pertes ou de sanctions notamment du fait de défaillances des procédures et systèmes internes, d'erreurs humaines ou d'événements extérieurs.

Risque structurel de taux d'intérêt et de change : risques de pertes ou de dépréciations sur les actifs du Groupe en cas de variation sur les taux d'intérêt et de change Les risques structurels de taux d'intérêt et de change sont liés aux activités commerciales et aux opérations de gestion propre.

Risque de transformation : apparaît dès lors que des actifs sont financés par des ressources dont la maturité est différente On parle de transformation quand les actifs ont une maturité plus longue que les passifs et d'anti-transformation dès lors que des actifs sont financés par des ressources dont la maturité est plus longue.

Taux de surdimensionnement : est calculé comme le rapport de l'encours des actifs apportés à titre de garantie sur l'encours d'Obligations de Financement de l'Habitat Il permet de couvrir le risque de crédit pris par les investisseurs d'OFH.

7. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

- **Responsable du rapport financier semestriel**

M. Arnaud MEZRAHI

Directeur Général Délégué de Société Générale SFH

- **Attestation du responsable**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 7 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Puteaux, le 29 septembre 2023

Le Directeur Général Délégué

M. Arnaud MEZRAHI